

**«lutte
ouvrière»
et la
révolution
mondiale**



3

cahiers rouges

**série
«marx ou crève»**

Cahiers Rouges

Série

Marx

ou crève

Denise Avenas

«Lutte ouvrière»
et la révolution
mondiale

FRANÇOIS MASPERO

1, place Paul-Painlevé - 5^e

PARIS

1971

Introduction

« Lutte Ouvrière » et les trois secteurs de la Révolution mondiale

Lorsqu'on lit les analyses des camarades de *Lutte Ouvrière* sur les États ouvriers, on est frappé par leur identité, qu'il s'agisse de la Chine, de Cuba, de la Yougoslavie. Il en va de même pour leur compréhension des processus révolutionnaires actuellement en cours dans le monde, au Vietnam, en Palestine, dans les pays capitalistes avancés ou dans les pays de l'Est. Les révolutions déjà accomplies, comme les révolutions en cours, reposeraient, à de rares exceptions près (Mai 1968 en France ?) sur deux caractéristiques fondamentales : l'absence de participation de la classe ouvrière *en tant que telle* au processus révolutionnaire, et le rôle de la petite bourgeoisie intellectuelle, appuyée ou non selon les pays sur la paysannerie armée.

Ce schéma d'analyse est donné comme un modèle d'orthodoxie trotskyste, à l'encontre de ceux qui, comme la IV^e Internationale, auraient tout bonnement rompu avec « la méthode marxiste d'analyse ». Mais il repose, nous espérons le montrer ici à partir d'un certain nombre d'exemples concrets, sur des erreurs de méthode d'une part, des erreurs d'appréciation d'autre part, qui aboutissent à quelques déviations théoriques graves.

— La première erreur, et fondamentale, consiste à plaquer partout une même analyse, sans tenir compte de la *spécificité*, mais aussi des *corrélations* des différents secteurs de la révolution mondiale :

« De la Chine à l'Algérie, de l'Algérie à Cuba, les régimes sociaux, les problèmes et les échecs sont essentiellement les mêmes » (*Lutte Ouvrière*, n° 101, août 1970).

« Les pays d'Europe centrale étaient tous (sauf l'Allemagne de l'Est) des pays sous-développés avant la guerre. *Ce fait essentiel, c'est cela qui apparente, quant au fond, l'évolution de ces pays à celle de Cuba ou de la Chine.* » (Brochure du groupe *Voix Ouvrière* sur les démocraties populaires.)

La méthode de *Lutte Ouvrière* consiste à étudier chaque pays, chaque révolution, dans le cadre de ses frontières, comme un fait isolé, au moyen d'un schéma qui, s'il semble au premier abord effectivement valide partout, se révèle rapidement inadéquat : Cuba n'est pas la Chine, et la Yougoslavie n'est pas Cuba, quelles que soient les analogies. Mais surtout, ces analogies, qui existent, vont à l'encontre de ce que les camarades de *Lutte Ouvrière* veulent prouver : il s'agit de les comprendre comme des effets de l'interaction des secteurs de la révolution mondiale, et non de les établir au moyen d'une analyse mécanique et nationale

des forces en présence. Il ne s'agit pas de répéter partout la même chose, mais de voir en quoi les événements considérés sont fonction d'événements antérieurs et en quoi ils auront des contre-coups sur les autres fronts révolutionnaires dans le monde. Ainsi, la « révolution coloniale » (Vietnam, Cuba) a largement contribué à l'éveil et à la formation de l'avant-garde dans les pays capitalistes avancés, mais aussi à l'ébranlement du monolithisme stalinien.

— Cet oubli du *point de vue international* entraîne une deuxième erreur, tout aussi importante : l'incompréhension du rôle de la petite bourgeoisie urbaine et paysanne dans les pays du Tiers Monde, et de sa capacité à se ranger sur les positions du prolétariat comme réalité internationale. Cette incompréhension, de même que la sous-estimation du rôle de la petite bourgeoisie intellectuelle dans les pays capitalistes ou dans les Etats ouvriers bureaucratisés repose, ce qui est tout de même paradoxal pour des trotskystes, sur une *sous-estimation du poids et du rôle historique du stalinisme*, et des déviations que cela a entraîné dans le mouvement ouvrier international.

— Bref, les camarades de *Lutte Ouvrière*, dans la totalité de leurs analyses, en arrivent à dénier toute validité à la loi du développement combiné, au moyen d'analyses erronées des forces sociales, car considérées dans le cadre national. Ceci ne va pas sans graves déviations théoriques (restauration sous le manteau de la théorie de la révolution par étapes) ou pratiques (abandon dans les faits, sinon formellement, de l'internationalisme).

Telles sont les caractéristiques fondamentales qui président aux positions de *Lutte Ouvrière* sur l'ensemble des problèmes de la révolution mondiale, et que nous allons expliciter et réfuter par la suite. Pour la clarté de l'analyse, nous avons considéré les trois secteurs de la révolution l'un après l'autre, pour mettre à jour et dénoncer les constantes que nous jugeons inacceptables.

La révolution coloniale

De l'aveu même de ses camarades de *Lutte Ouvrière*, qu'il s'agisse du Sud-Est asiatique ou de l'Amérique latine (ou des pays arabes), des révolutions déjà faites ou de celles qui sont en cours de développement, les caractéristiques sont les mêmes. Cela est relativement exact, mais d'une part nous n'en tirons pas les mêmes conclusions, et d'autre part nous prenons en considération les nuances et la spécificité des processus en question.

Nous allons essayer de montrer, sur les deux exemples de la Chine et de Cuba, quelles sont les insuffisances et les contradictions des analyses de *Lutte Ouvrière*, dans la mesure où ce sont deux cas suffisamment typiques de révolutions coloniales.

A) « Lutte Ouvrière » et la Chine

Dans le numéro 6 de *Lutte de classes*, organe théorique du groupe *Voix Ouvrière* dont est issue *Lutte Ouvrière*, on pouvait lire, après un exposé succinct mais correct des thèses de la théorie de la Révolution permanente, que nulle part dans la vague des révolutions coloniales de l'après-guerre le prolétariat n'aurait pris la tête du combat, que jamais il ne se serait doté d'un parti révolutionnaire capable d'orienter la lutte vers d'authentiques dictatures du prolétariat. Dès lors, parer des Etats comme la Chine du titre d'Etat ouvrier serait parfaitement abusif et faux dans la théorie comme dans les faits.

Mais alors, si la révolution chinoise ne fut pas une révolution prolétarienne, comment la caractériser ? *Serait-elle démocratique bourgeoise* ? Tel semble être le résultat de l'analyse des forces sociales en présence que nous donnent les camarades de *Lutte Ouvrière*. Mais alors surgit un problème : *la thèse principale de la théorie de la révolution permanente, en conséquence de la loi du développement inégal et combiné, ne veut-elle pas qu'au stade actuel de développement du mode de production capitaliste, de telles révolutions ne soient plus possibles* ? Les camarades de *Lutte Ouvrière* l'ont eux-mêmes rappelé au début de leur raisonnement.

La question se trouve résolue de façon assez curieuse : certes, l'expérience a prouvé que la plupart des luttes d'émancipation nationale, conduites par les bourgeoisies nationales, ont dégénéré en dictatures militaires, incapables de résoudre les problèmes

que posait l'arriération économique, et prouvé par là même l'impossibilité d'une voie bourgeoise de développement. MAIS IL Y A DES EXCEPTIONS (au moins provisoires : un récent numéro de *Lutte Ouvrière* ne voue-t-il pas Cuba au même type de dégénérescence ?). Ces exceptions, ce sont précisément ces Etats que nous nommons abusivement ouvriers, la Chine, Cuba, etc.

En quoi la Chine ferait-elle figure d'exception ? En ce que, paradoxalement, alors que les révolutions démocratiques bourgeoises sont condamnées par l'histoire, celle-ci aurait réussi à assumer la première partie de sa tâche : bouleverser radicalement la structure économique et sociale antérieure. Mais comme les camarades de *Lutte Ouvrière* ne sauraient aller jusqu'à affirmer qu'elle est allée jusqu'au bout, ils ne caractérisent la révolution chinoise que par la négative : c'est un régime sans perspectives. Il n'a pas d'avenir démocratique bourgeois (acquis trotskyste), mais pas non plus de perspectives socialistes, du fait de l'analyse que fait *Lutte Ouvrière* des classes sociales en présence. Mais en tant que tel, il renforce à l'échelle mondiale le camp des forces hostiles au prolétariat.

Question de méthode

Avant d'en arriver à l'analyse des tenants et aboutissants des positions de *Lutte Ouvrière* sur la Chine, il convient de faire une remarque de méthode. La Chine, Cuba, etc. sont des « exceptions ». Or depuis quand, en théorie marxiste, les exceptions (surtout des exceptions de taille comme la Chine) ne donnent-elles plus à réfléchir ? Si elles ne sont pas explicables dans le cadre actuel du développement de la théorie marxiste, c'est qu'il est devenu insuffisant, ou erroné. Mais alors il convient, en fonction de ces faits nouveaux, de remanier la théorie, de la bouleverser si besoin est. Trotsky ne remit-il pas en cause, après 1905, le schéma traditionnel du processus révolutionnaire en faisant la théorie de cette apparente aberration : une révolution prolétarienne non dans l'antichambre naturelle du socialisme selon Marx — les pays capitalistes avancés — mais dans la Russie arriérée ? Nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire, pour rendre compte de la nature des « exceptions » dont parlent les camarades de *Lutte Ouvrière*, d'accomplir la même démarche. Les révolutions coloniales, sous la forme particulière qu'elles ont prise, s'intègrent, selon nous, dans le schéma trotskyste de la révolution permanente. Mais ces camarades, en refusant de l'admettre, et de remettre en cause formellement l'acquis théorique trotskyste, s'enferment dans des contradictions qui ont de graves conséquences : nos désaccords sur la Chine, Cuba, etc., ne sont pas des désaccords ponctuels, secondaires ; le révisionnisme inavoué qui sous-tend les positions de *Lutte Ouvrière* et que nous essaierons de mettre en lumière, revient de fait à nier la validité de l'acquis théorique dont nous nous réclamons les uns et les autres.

Limites et conséquences de l'analyse de Lutte Ouvrière

Le refus de caractériser la révolution chinoise comme une révolution prolétarienne repose sur une analyse des forces sociales

en présence et de la nature de la direction révolutionnaire *apparemment* juste.

— Il est effectif que *le prolétariat chinois*, écrasé par les défaites des années 1926-1927 dans les villes portuaires, et dont la commune de Canton marqua le dernier sursaut, ne prit aucune part, *en tant que classe*, à la révolution de 1949. Mais le cours tout entier de la révolution allait être marqué par la capacité de la direction révolutionnaire à se ranger sur ses positions. Même si le prolétariat urbain ne s'était pas, en 1949, remis de la tragédie de 1927, les communistes chinois, en dépit de certains égarements, ne cessèrent de le donner comme le guide de la révolution.

— C'est un fait admis que *la paysannerie* constitua la force motrice essentielle de la révolution chinoise. Nous ne nions pas que la nature de la paysannerie soit petite-bourgeoise, tant à cause de son hétérogénéité que de son inaptitude à se doter d'une direction politique propre. Mais il y a quelques réserves à apporter à ces principes abstraits : Trotsky écrivait, en 1929, à propos de la Chine, que la révolution agraire y prendrait une toute autre signification que celle, purement démocratique bourgeoise, de la Russie de 1917. « En Chine, disait-il, il n'y aura pas ou presque pas d'étape semblable à la première étape de notre révolution d'Octobre, durant laquelle le koulak marchait avec les paysans moyens et pauvres contre le propriétaire foncier... La dékoulakisation sera, en Chine, le premier et non le second pas de l'Octobre chinois. »

Ce qui constitue pour les camarades de *Lutte Ouvrière* un sujet d'étonnement : une révolution agraire *radicale*, bien que petite-bourgeoise (selon eux) s'explique aisément. Tant que le mode de production capitaliste mondial n'est pas frappé à la tête, il continue à se développer tant bien que mal, rendant toujours plus aiguës les manifestations de la loi du développement combiné. Les propriétaires fonciers se voient contraints, pour survivre, de transformer leurs terres en exploitations capitalistes, inféodées ou non au capital étranger. La paysannerie se trouve donc confrontée de plus en plus directement à l'ennemi principal, *l'impérialisme*, et par voie de conséquence de plus en plus susceptible de rallier les positions de classe du prolétariat, plutôt que d'aspirer à un développement bourgeois. L'économie rurale chinoise, à la veille de la révolution, se trouvait en pleine décomposition, tandis que la concentration des terres au profit de la bourgeoisie compradore ou industrielle urbaine s'accroissait. 65 % de la paysannerie se trouvait dépourvue de terres, selon Isaacs. L'usure, les impôts, pour ne pas parler des calamités naturelles, contribuaient également à la plonger dans un paupérisme qui apparaissait permanent et irrémédiable. « La Révolution chinoise, en résumé, devait être un mouvement anti-impérialiste, avec les mots d'ordre de la révolution agraire inscrits sur sa bannière. » (ISAACS, *Tragédie de la révolution chinoise*.)

Outre le fait de préparer la paysannerie à passer sur des positions de classe prolétariennes, cette confrontation directe avec l'impérialisme rendait définitivement périmée la notion de « dictature démocratique bourgeoise », en contraignant les révolutionnaires à procéder immédiatement aux grands bouleversements économiques et à l'abolition de la propriété privée dans les villes

et dans les campagnes. Dès lors, même en l'absence d'un rôle actif du prolétariat urbain, une direction révolutionnaire ralliant ses positions de classe pouvait et devait accomplir une révolution prolétarienne, même en s'appuyant essentiellement sur la paysannerie pour vaincre. On remarquera, entre parenthèses, que *Lutte Ouvrière* ne fait jamais place dans ses analyses aux différenciations qui se manifestent dans la paysannerie, et qui sont particulièrement importantes dans les pays à structure essentiellement agraire (du grand propriétaire terrien compradore ou absentéisme au paysan sans terre). Par conséquent, lorsqu'on fait une analyse de la structure de classe de la société chinoise par exemple, même s'il est commode de qualifier la paysannerie prise dans son ensemble de « politiquement petite-bourgeoise », il est absolument indispensable de tenir compte de ces différenciations pour déterminer quelles couches auraient tendance à se ranger sur les positions de classe du prolétariat, et quelles sur celles de la bourgeoisie nationale ou impérialiste.

— Pour ce qui est de cette *direction révolutionnaire* elle-même, il est vrai qu'elle était de composition sociale petite-bourgeoise intellectuelle, encore que de nombreux prolétaires l'aient ralliée dans les campagnes. Il est vrai également que sa dépendance étroite par rapport au Komintern la conduisit à pratiquer une politique opportuniste de « bloc des quatre classes », c'est-à-dire d'alliance avec la bourgeoisie nationale dans le Kuomintang, puis avec lui, même après la leçon sanglante des années 1926-1927. Mais peut-on se contenter de constater qu'un parti « petit-bourgeois stalinien » est allé assez loin dans la rupture avec la bourgeoisie pour prendre la tête du mouvement paysan, sans en tirer d'autres conclusions ? L'emprise du stalinisme ne suffit-elle pas à expliquer les faits dont *Lutte Ouvrière* trouve la racine dans l'origine sociale des dirigeants ?

L'analyse que font les camarades de *Lutte Ouvrière* des forces motrices et de la direction de la révolution chinoise est donc juste *sociologiquement*, mais *politiquement* erronée. Elle les conduit non seulement à faire une appréciation fautive de la nature de classe de l'Etat chinois, mais encore à ne pas comprendre la tendance mondiale de la révolution à l'heure actuelle, et à restaurer, non sans tergiversations, la théorie de la révolution par étapes.

Les camarades de *Lutte Ouvrière* en arrivent à la conception paradoxale selon laquelle, *de fait*, à l'échelle de la planète, deux camps sont à l'heure présente confrontés dans une lutte à mort : l'impérialisme et... LA PETITE BOURGEOISIE. En effet, il est aberrant d'affirmer tout crûment que la Chine renforce le camp de la réaction : certes, elle ne fait pas preuve d'un internationalisme pur et dur, mais on ne peut biffer son aide aux révolutionnaires du tiers monde d'un simple trait de plume. *Surtout, on ne voit pas comment une direction petite-bourgeoise aurait réussi là où la bourgeoisie nationale doit échouer : affronter l'impérialisme victorieusement, en se comportant elle-même en direction bourgeoise — même « honnête ».* Enfin, si les révolutionnaires d'Amérique latine, de Palestine ou d'ailleurs (puisque partout les problèmes sont les mêmes) ne luttent qu'en tant que petite bourgeoisie, alors nous sommes confrontés à une déviation inavouée par rapport à l'orthodoxie trotskyste dont les camarades se ré-

clament : s'il est encore et toujours de la nature de la petite bourgeoisie de se ranger sur les positions du prolétariat et de la bourgeoisie selon les circonstances, on ne voit pas comment — à moins qu'on ne reconnaisse franchement qu'elle a opté pour l'une ou l'autre voie — elle pourrait s'ériger en direction révolutionnaire autonome.

Nous voici au cœur de la contradiction dans laquelle se débattent les camarades de *Lutte Ouvrière* : la petite bourgeoisie, en battant en brèche l'impérialisme, aurait réussi là où la bourgeoisie nationale est historiquement vouée à échouer. Mais si l'on reconnaît qu'elle se substitue à la bourgeoisie nationale défaillante, alors il faut admettre également que des révolutions démocratiques bourgeoises sont encore possibles, c'est-à-dire remettre en question le fondement même de la théorie de la révolution permanente. Ce n'est pas la peine d'ergoter en disant qu'en Chine, la petite bourgeoisie n'a pu mener à bien que la phase de destruction de la société antérieure, et qu'elle ne saurait accomplir la phase de mise en place d'une société nouvelle, démocratique. Si l'on prétend qu'en Chine, la petite bourgeoisie intellectuelle et paysanne a « effectivement trouvé tout naturellement la voie vers la bourgeoisie nationale », cela signifie que, dans les faits sinon en théorie, on admet la validité de la théorie de la révolution par étapes. Trotsky, qui écrivait en 1929, dans « *L'Internationale communiste après Lénine* », qu'en Chine il n'y aurait pas « d'autre dictature démocratique que celle que le Kuomintang exerce depuis 1925 » aurait-il failli dans son analyse ? L'étude statique que *Lutte Ouvrière* fait de la révolution chinoise conduit à le penser. Mais selon eux, du moment que l'une des conditions fondamentales de la théorie de la révolution permanente — une direction prolétarienne — n'est pas remplie (ce qu'il leur faudrait démontrer), c'est la loi du développement inégal et combiné qui se trouve réfutée. Certes, les camarades nieront farouchement en être arrivés là, mais c'est pourtant ce qui ressort des lacunes mêmes de leurs analyses des événements internationaux.

La révolution chinoise comme révolution prolétarienne

La IV^e Internationale, pour sa part, considère la révolution chinoise comme une authentique révolution prolétarienne. Cela ne signifie pas, nous y reviendrons, que nous n'en reconnaissons pas les faiblesses et les contradictions. Mais nous pensons que, quelles que soient les « perturbations » qu'elle a présentées par rapport au schéma idéal, elle ne le remet pas en cause, ni explicitement ni implicitement, mais simplement elle l'enrichit en fonction de l'écart qui existe toujours entre la théorie et la réalité.

Pour affirmer que l'Etat chinois est un Etat ouvrier, point ne nous a été besoin de renier nos principes. Nous avons essayé de montrer, au contraire, que sous prétexte de fidélité au trotskyisme le plus pur, ce sont les camarades de *Lutte Ouvrière* qui ont sombré dans le révisionnisme. Il ne s'agit pas pour nous de contester le principe selon lequel seule la dictature du prolétariat (*appuyé sur la paysannerie*) peut accomplir les tâches d'une révolution démocratique bourgeoise. Il ne s'agit pas pour nous de prétendre que la paysannerie en tant que telle peut s'ériger en moteur et

en guide d'une révolution prolétarienne. Enfin, il ne s'agit pas de nier la nécessité d'une direction révolutionnaire prolétarienne.

En affirmant que la Chine est un Etat ouvrier, nous ne parons pas un Etat bourgeois des plumes du socialisme ; pas davantage nous ne camouflons, au nom de l'idéologie marxiste dont elles se réclament, la nature sociale des directions révolutionnaires du tiers monde. Nous considérons, en partant d'un point de vue internationaliste d'une part, et de l'estimation de toutes les implications du stalinisme de l'autre, que la Chine, comme les autres pays où la révolution coloniale a abouti à la mise en place d'un ordre économique-social nouveau, *est un Etat ouvrier déformé*.

Mais il nous faut tout d'abord rappeler un certain nombre de principes élémentaires.

— D'une part, tant que l'impérialisme n'est pas frappé à la tête, tant que l'avant-garde révolutionnaire n'a pas pris, dans les pays capitalistes avancés, le chemin du pouvoir, la révolution se poursuit dans les maillons les plus faibles du capitalisme, c'est-à-dire, pour des raisons qu'il serait trop long d'exposer ici, dans les pays les plus arriérés. Ce sont ces pays sous-industrialisés, à dominante paysanne écrasante, confrontés à un impérialisme de plus en plus avide, qui sont encore à la tête de la révolution mondiale.

— D'autre part, nous sommes, il convient de ne jamais l'oublier, à l'ère de la révolution permanente, c'est-à-dire que *partout* la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour, qu'elle constitue face à l'impérialisme la seule issue positive, même si elle prend du fait de circonstances historiques précises, des voies quelque peu détournées, même si elle surgit d'abord dans des pays qui, considérés isolément, sont les moins à même de la mener à son terme.

— Enfin, il existe une théorie dite des trois secteurs de la révolution mondiale, les pays du tiers monde, les pays capitalistes avancés et les pays de l'Est, qui met à jour les corrélations étroites qui peuvent exister entre tous les fronts de la révolution mondiale. Ce sont les révolutions coloniales qui ont sonné l'éveil des avant-gardes dans les pays avancés, c'est la révolution dans ces pays qui permettra de résoudre les contradictions dans lesquelles se débattent les premières, et la corrélation des deux qui permettra de porter le coup final à l'hégémonie stalinienne en voie d'éclatement.

Telles sont les données théoriques fondamentales qu'il faut considérer lorsqu'on aborde l'analyse de tel ou tel Etat ouvrier, de tel ou tel processus révolutionnaire. Seule une *optique internationale*, non de principe, mais de fait, permet de comprendre la nature de la révolution chinoise — et des autres — et le rôle des classes sociales qui s'y affrontent. Ainsi, le principe selon lequel seul le prolétariat est capable d'assumer les tâches d'une révolution bourgeoise et de les faire transcroître en révolution socialiste dans le cadre de la dictature du prolétariat appuyé sur la paysannerie, s'éclaire d'un jour nouveau si on le considère comme s'exerçant à l'échelle internationale : il est une chose que

les camarades de *Lutte Ouvrière* n'ont pas comprise, c'est que la loi du développement inégal et combiné, en mettant partout à l'ordre du jour la révolution *socialiste*, a érigé le prolétariat *international* en moteur et guide de cette révolution. Cela signifie que même dans les pays où le prolétariat, pour diverses raisons, est faible numériquement et idéologiquement, *une direction révolutionnaire peut se ranger sur les positions du prolétariat international et entraîner derrière elle les couches les plus opprimées de la population*. Oubliant le point de vue international, *Lutte Ouvrière* ne peut faire qu'une analyse de classe *mécaniste* et *figée*, s'interdisant de comprendre le rôle positif que peuvent jouer dans certaines conditions certaines couches, petites-bourgeoises *d'origine sociale*, mais défendant des positions politiques prolétariennes. Laissons au P.C.F. le triste privilège de confondre origine de classe et position de classe !

— Ce que les camarades de *Lutte Ouvrière* ne reconnaissent que formellement, c'est, également, le rôle de fossoyeur de la révolution qu'a joué le stalinisme, par l'intermédiaire ou non du Komintern. Cet obstacle fondamental, joint aux difficultés déjà occasionnées par l'arriération des ex-pays coloniaux (nécessité de « tenir » jusqu'à la révolution dans les pays avancés), a éloigné la voie révolutionnaire chinoise comme celle des autres pays du schéma idéal. Mais ces « perturbations » s'expliquent fort bien dans ce cadre, et permettent de comprendre la différence qui existe entre une révolution prolétarienne plus ou moins « pure » (si l'on peut dire) et une révolution nationale bourgeoise vouée à la décadence policière — différence que les camarades de *Lutte Ouvrière* ignorent à peu près totalement.

Le stalinisme a privé la révolution mondiale d'une direction politique — d'où la fameuse phrase de Trotsky, selon laquelle la crise de l'humanité se réduit en définitive à la crise de la direction révolutionnaire. Plus encore, il a pour longtemps étouffé la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière internationale, et, en ce qui concerne les pays du tiers monde en particulier, soumis le prolétariat urbain à des alliances sans principes avec la bourgeoisie nationale, au nom de la sacro-sainte étape démocratique. En fourvoyant le prolétariat des pays capitalistes avancés dans la voie « pacifique » vers le socialisme, le stalinisme a été la source d'innombrables difficultés supplémentaires pour les pays qui ont osé passer outre aux directives du Kremlin. Il leur fallait non seulement faire face aux puissances impérialistes, mais encore se dégager de l'emprise soviétique, au lieu de pouvoir compter sur la solidarité effective et révolutionnaire du premier Etat ouvrier, alors même que la ligne politique des partis communistes occidentaux retardait la révolution dans leurs pays. Ayant substitué une politique d'Etat à une politique révolutionnaire, *l'U.R.S.S. stalinienne se trouve être la principale responsable des carences de ces révolutions que Lutte Ouvrière appelle « nationalistes bourgeoises »*, et que nous persistons à considérer, en dépit de leurs difficultés et de leurs échecs partiels, comme socialistes. Il est pour le moins surprenant que des trotskystes négligent ainsi le poids de l'étouffoir stalinien.

Que résulte-t-il de ces prémisses en ce qui concerne la révolution chinoise ?

— *Le prolétariat chinois*, à peine formé, se lançait dans la lutte révolutionnaire, ayant tout de suite été mis dans les conditions créées par le capitalisme moderne. Il se rangeait, dès ses premières batailles politiques, sur le terrain du prolétariat international, comparable en cela au prolétariat russe, comme lui d'autant plus réceptif aux idées révolutionnaires qu'il était sans traditions. Mais dès 1927 la révolution prolétarienne était soumise à une politique aberrante d'alliance avec la bourgeoisie nationale, et le prolétariat écarté pour longtemps, physiquement et politiquement, de la lutte révolutionnaire.

— *La direction de la révolution chinoise* faisait siennes les thèses de la Russie soviétique, et se rangeait dans les rangs du prolétariat mondial. Mais les difficultés de la révolution d'Octobre, dès 1921, puis la mainmise de plus en plus oppressante de la bureaucratie et de Staline sur la politique intérieure et extérieure du berceau du socialisme ne tardaient pas à la marquer profondément. Formée à l'école stalinienne, soumise aux directives des émissaires du Komintern, la direction communiste chinoise entraîna la révolution dans des voies qui lui coûtèrent fort cher. Qui plus est, les hommes qui se trouvent à la tête de l'Etat et du parti n'ont pas su tirer les leçons de leurs défaites, et demeurèrent pour l'essentiel des staliniens, même s'il arrive à Mao de s'engager dans des initiatives que Staline n'aurait jamais prises. Ainsi, ils maintiennent la théorie aberrante de la révolution par étapes et de la nécessité, dans un premier temps, du « bloc des quatre classes », théorie qui a donné en Indonésie une nouvelle preuve de son inadéquation, entraînant le massacre de centaines de milliers de communistes. Ils n'ont pas pris l'initiative — et les camarades de *Lutte Ouvrière* voient là un argument convaincant en faveur de leurs thèses — de lancer une nouvelle Internationale. Mais leur type de formation, la reprise de la théorie du « socialisme dans un seul pays » (nécessité de « compter sur ses propres forces »), l'expérience malheureuse qu'ils firent de la III^e Internationale, suffisent selon nous à expliquer ce fait. Quand bien même la Chine amorcerait, après l'avoir dénoncée de façon virulente, un retour à la théorie de la coexistence pacifique de type stalinien ou khrouchtchévien, elle ne ferait que se comporter en Etat ouvrier stalinisé ou khrouchtchévisé. Enfin, la direction chinoise est bureaucratisée, et la démocratie ouvrière ne règne pas en Chine : loin de nous la pensée de tenir la révolution culturelle pour un retour à la démocratie !

Mais l'origine sociale de la direction ne suffit pas davantage que ses déviations par rapport au marxisme à la ranger dans le camp de la bourgeoisie. Bien que formée à l'école stalinienne et fortement marquée idéologiquement par cela, elle a su s'en dégager relativement dans la lutte et mener le pays sur la voie d'une lutte implacable contre l'impérialisme. Ce fait fondamental suffit à la caractériser comme une direction révolutionnaire prolétarienne stalinisée, et non comme une direction « bourgeoise » faisant illusion par sa phraséologie marxiste.

Ce sont ces considérations qui nous ont amenés à considérer qu'en Chine, la victoire avait été acquise sans intervention numériquement hégémonique de la classe ouvrière sans doute, mais que cette révolution avait un caractère prolétarien dans la mesure

où la lutte des armées paysannes était dirigée par un parti ouvrier. Mao lui-même, le plus farouche partisan de la lutte armée des paysans, reconnaissait, en janvier 1930 (*Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine*) que si « tout membre du parti qui redouterait de voir les forces paysannes dépasser les forces de la classe ouvrière au préjudice de la révolution » était dans l'erreur, *la révolution échouerait si la lutte paysanne était privée de la direction des ouvriers.*

— Pour nier que la Chine soit un Etat ouvrier, *Lutte Ouvrière* ne s'appuie que sur la genèse historique de la révolution chinoise. Ces camarades ne tiennent jamais compte ni de la nature des réalisations économiques et sociales, ni de la nature de l'appareil d'Etat mis en place. Or ce sont là des facteurs extrêmement importants pour faire une analyse correcte. Il a bien fallu remplacer par quelque chose les anciennes structures économiques, étatiques qui ont été, de l'aveu même des camarades de *Lutte Ouvrière*, intégralement détruites. Après une sorte de N.E.P. de grande envergure, imposée par les conditions matérielles existant dans le pays, et par le contexte international au développement des forces productives, les Chinois mirent rapidement en place une économie étatisée et planifiée qui n'avait pas grand-chose à voir avec une économie « bourgeoise ». Dès 1952, l'Etat dirigeait 80 % de l'industrie lourde et 50 % des autres industries. Il contrôlait la grande majorité des échanges commerciaux de gros et de détail, etc. Certes, les masses ne participaient pas au contrôle et à la gestion de l'économie, mais la structure que lui donna la direction chinoise ne permet en rien de la ranger parmi les Etats capitalistes, de fait sinon en théorie. Surtout, en 1958, la réorganisation totale, accomplie avec une rapidité foudroyante, des rapports de production à la campagne interdisait à la paysannerie de demeurer cette matrice permanente du capitalisme qu'elle est traditionnellement. La mise en place des communes populaires, quelles que soient leurs faiblesses et leurs carences par ailleurs, eurent au moins pour conséquence de bouleverser totalement la structure économique et sociale des campagnes, sapant à la base les différenciations sociales de la paysannerie, du moins dans l'ampleur qu'elles prirent dans l'U.R.S.S. des années 1925-1929.

Pour ce qui est de l'appareil d'Etat, la Chine s'est proclamée en 1949 « République populaire », c'est-à-dire, pour reprendre la définition donnée dans la constitution de 1954, « un Etat de démocratie populaire dirigé par la classe ouvrière et fondé sur l'alliance des ouvriers et des paysans ». En fait, il s'agissait dès cette époque d'une dictature du prolétariat, déjà fortement marquée de traits bureaucratiques du fait de la faible participation de la classe ouvrière au pouvoir, mais d'une dictature du prolétariat cependant, dans la mesure où la direction chinoise prend appui — et c'est une condition de son existence — sur la classe ouvrière. Cet appareil d'Etat présente, à des degrés divers, toutes les tares de l'appareil stalinien : cela se traduit, en particulier, par son renforcement, qui était l'un des buts de la « Révolution culturelle », à l'encontre, une fois de plus dans l'histoire, de la théorie marxiste du dépérissement de l'Etat. Mais cela est dû tant à l'absence de démocratie ouvrière en Chine qu'au contexte international, et l'ensemble de ces caractéristiques ne suffisent pas à faire de la Chine un Etat dont on ne dit pas franchement qu'il

est bourgeois, mais dont on refuse de considérer qu'il est — de manière d'ailleurs quelque peu différente de l'U.R.S.S. — un Etat ouvrier déformé.

— Enfin, pour terminer, il convient de dire quelques mots du rôle de la Chine sur le plan international. La formation des dirigeants chinois, qui repose pour l'essentiel sur la théorie de la révolution *par étapes* et *nationale*, fait qu'ils se replient derrière un rôle de dirigeants d'Etat. Le rôle de la Chine au Pakistan, où elle a subordonné la révolution à une politique d'Etat, les directives données aux communistes indonésiens, qui mettaient leur parti à la traîne de la bourgeoisie nationale au nom du « bloc des quatre classes », le fait que la Chine pratique, moins ostensiblement que l'U.R.S.S., en la camouflant derrière une aide militaire et une propagande révolutionnaire plus considérables, une politique, quant au fond, de coexistence pacifique, tout cela montre à l'évidence que l'internationalisme prolétarien des Chinois est plus abstrait qu'effectif. Il n'en demeure pas moins que la révolution chinoise a fait basculer le rapport de force mondial au détriment du capitalisme, tout au moins au niveau de la *tendance* historique de la période. Dès lors, il devient aberrant de ranger la Chine, même si l'on aligne tous ses manquements, toutes ses déviations, voire tous ses crimes vis-à-vis de la révolution mondiale, dans le camp des forces résolument hostiles au prolétariat mondial.

Tous les éléments de l'analyse que nous avons présentés, contrairement à ce que disent les camarades de *Lutte Ouvrière*, montrent que les réalisations et la politique de l'Etat chinois, et leurs carences mêmes, s'inscrivent dans le cadre de la théorie de la révolution permanente et confirment notre analyse du poids du stalinisme. La révolution chinoise a confirmé la théorie de la révolution permanente en ce que, malgré la théorie erronée et néfaste du bloc des quatre classes, ses dirigeants ont dû, pour vaincre en 1949, prendre le pouvoir *contre* la bourgeoisie nationale, dans les faits, et ériger une dictature du prolétariat, quel que soit le nom derrière lequel elle se présente. Faute de cela, la Chine n'aurait jamais pu rompre avec l'impérialisme d'une façon aussi radicale. Elle a confirmé la théorie de la révolution permanente par la radicalité aussi des mesures de réorganisation accomplies dans les années 1958, engageant brutalement, mais apparemment sans les excès de la « dékoulakisation » stalinienne, la paysannerie dans la voie de la collectivisation : ce faisant, et malgré toutes les insuffisances des communes populaires, voire les erreurs qui ont présidé à leur mise en place, la Chine confirmait que face aux pressions de l'impérialisme, et pour leur résister, il *n'y avait qu'une voie, le socialisme*. Mais en même temps, tous les manques que nous avons relevés, toutes les déviations, qui font dire aux camarades de *Lutte Ouvrière* que la Chine n'est pas et n'a jamais été un Etat ouvrier, et qui les amènent au nom de cette conception à remettre en question la théorie de la révolution permanente, font que, de fait, la révolution chinoise ne concorde pas absolument avec le schéma tracé par Trotsky. Mais nous avons essayé tout au long de montrer ce qui se cache là derrière : le poids monstrueux sous lequel la politique et l'idéologie stalinienne ont écrasé le prolétariat international, qui de-

vra encore tâtonner longtemps avant de s'engager dans les chemins du léninisme.

B) « Lutte Ouvrière » et Cuba

A Cuba, selon les camarades de *Lutte Ouvrière*, s'est déroulé le même processus qu'en Chine, Yougoslavie, etc. Là encore, la « quasi-totalité des groupes trotskystes, dont la IV^e Internationale », seraient parvenus à une « liquidation du trotskysme comme idéologie révolutionnaire prolétarienne » en « donnant à la paysannerie pauvre le rôle du prolétariat » (*Lutte de classes*, n° 2). En effet, disent ces camarades, « pour nous, le « dogmatisme » de Léon Trotsky, c'est l'acquis révolutionnaire qu'il a su conserver et enrichir. Dans les pays sous-développés, la tâche des marxistes révolutionnaires n'a pas changé d'un iota depuis que fut écrite *la Révolution permanente* : former des partis *ouvriers*, s'appuyer sur le prolétariat des villes, et lui gagner le prolétariat rural et la paysannerie pauvre dans la lutte contre la bourgeoisie compradore et l'impérialisme » (*Ibid.*). Les positions de principes et le fond de l'analyse sont donc identiques pour la Chine et pour Cuba ; néanmoins, l'expérience cubaine nous permet de préciser ou de confirmer un certain nombre de points de notre réfutation précédente.

Cuba n'a même pas — ou n'a même plus — l'avantage de faire, comme la Chine, figure d'*exception* : tout le passé de la révolution cubaine la conduisait fatalement vers les sombres perspectives d'une « dictature militaire de plus en plus répressive » (*Lutte Ouvrière*, n° 101) qui seraient actuellement les siennes.

Les forces motrices de la révolution

Là encore, le prolétariat n'ayant pas pris une part déterminante aux bouleversements sociaux, c'est la paysannerie dirigée par la petite bourgeoisie intellectuelle qui renversa l'oppression impérialiste. Mais la nature sociale et politique de la paysannerie cubaine révolutionnaire nous permet de confirmer ce que nous disions à propos de la paysannerie chinoise : les rapports capitalistes de propriété primaient dans les campagnes cubaines, où le prolétariat agricole était extrêmement important. « A la veille de la révolution, ce prolétariat agricole était depuis longtemps parfaitement détaché de la terre ; ses aspirations le portaient beaucoup plus à revendiquer, par l'intermédiaire de ses syndicats, des améliorations salariales et sociales qu'à rechercher l'accession à la propriété foncière », écrit Gutelman (*L'agriculture socialisée à Cuba*). Il en résulte qu'il était extrêmement réceptif à la propagande révolutionnaire, dans la mesure où les rapports de production dans lesquels il s'intégrait (grandes propriétés capitalistes, c'est-à-dire liées au capitalisme financier urbain national ou impérialiste, employant un grand nombre de salariés) le rapprochaient plus du prolétariat urbain que du mode de vie du paysan traditionnel individualiste aspirant avant tout à l'accroissement

de ses biens fonciers, et l'avaient détaché de l'idéologie paysanne petite-bourgeoise propre à l'époque de transition du mode de production féodal au mode de production capitaliste.

Cette paysannerie pauvre, par sa situation objective et le caractère « quasi prolétarien » de son idéologie, était apte à comprendre — contrairement à la paysannerie russe du début du siècle — que les rapports de production capitalistes ne sauraient être réaménagés ou développés en sa faveur, et que son aspiration à une modification radicale de ses conditions d'existence ne pouvaient être remplie que par un bouleversement de ces rapports eux-mêmes. L'aisance et l'ampleur de la collectivisation qui suivit la révolution est là pour le prouver. Plus tarde la révolution dans les pays capitalistes avancés, plus s'accroît le poids de l'impérialisme sur les pays arriérés, et *plus la paysannerie se prolétarise économiquement et politiquement*. Ce mouvement, que *Lutte Ouvrière* n'a pas su discerner, est d'autant plus net en Amérique latine que les U.S.A. dominent tous les secteurs de l'économie rurale. A l'époque de la décadence impérialiste, les rapports de classe prennent la tournure du pur affrontement entre la bourgeoisie et le prolétariat à l'échelle internationale. Par conséquent toutes les couches sociales intermédiaires sont privées de la marge de manœuvre qu'elles avaient traditionnellement sur le plan économique, social et politique à l'époque de l'apogée du capitalisme. Dès lors, la révolution cubaine n'était pas essentiellement paysanne *politiquement*, c'est-à-dire petite bourgeoisie, c'est-à-dire en fin de compte réactionnaire, mais prolétarienne au sens où elle tendait inéluctablement au renversement des rapports de production capitalistes à Cuba.

A ce propos, on peut relever une autre contradiction de taille dans la position des camarades de *Lutte Ouvrière* : les marxistes, en effet, ont toujours expliqué que l'utopie de tout mouvement politique vraiment petit-bourgeois consistait en ce que fondamentalement il exprimait la nostalgie des rapports de production abolis, en ce qu'il tendait à faire tourner la roue de l'histoire à l'envers, et en ce sens était à proprement parler réactionnaire. Or *Lutte Ouvrière* apporte fréquemment son soutien à des mouvements qu'elle qualifie à satiété de « petit-bourgeois », en clamant bien haut que ce sont là des mouvements *progressistes* (Palestine, etc.). Au demeurant, et c'est là qu'intervient le paradoxe, *Lutte Ouvrière* considère ces mouvements comme en un certain sens réactionnaires, dans la mesure où ils font écran entre le prolétariat et la conscience révolutionnaire — ce qui explique par exemple que tout en soutenant platoniquement la révolution vietnamienne, ils ont l'aplomb théorique de souhaiter « la défaite du F.N.L. face aux masses vietnamiennes » !

La direction révolutionnaire

Non contents de substituer la paysannerie au prolétariat, nous attribuerions à des individus des capacités que la classe ouvrière seule saurait avoir. Selon nous, disent les camarades de *Lutte Ouvrière*, « l'avenir de la révolution socialiste pourrait ne reposer que sur la conscience de quelques leaders » qui de surcroît ne sauraient être que des nationalistes « honnêtes et conséquents ».

La nature et les capacités révolutionnaires de la paysannerie prolétarisée montrent que la direction cubaine disposait d'une base sociale extrêmement importante, et qu'il ne s'agit pas, dans la révolution cubaine, de substitutisme pur et simple. Si la révolution dut prendre un détour, c'est que le prolétariat, faible dans certains pays d'Amérique latine, était de surcroît sous la coupe des partis communistes staliniens. Certes, cela n'alla pas sans problèmes et sans quelques déviations sur les rôles respectifs du prolétariat urbain et de la paysannerie dans le continent sud-américain (debrayisme, focisme). Il n'en demeure pas moins que la direction révolutionnaire cubaine fut amenée à se ranger sur les positions du prolétariat international, de la révolution prolétarienne, même si le prolétariat cubain n'y prit pas une part déterminante. Là encore, la corrélation du poids du stalinisme et de la loi du développement combiné fit que la révolution cubaine, pour n'être pas en tous points conforme au schéma élaboré par Trotsky, n'en est pas moins une authentique révolution prolétarienne, et Cuba un Etat ouvrier.

Une preuve supplémentaire de la nature petite-bourgeoise de la direction révolutionnaire cubaine nous est donnée, aux dires de *Lutte Ouvrière*, par le fait que si Castro a été amené à prendre des mesures économiques et sociales radicales, ce n'est pas de son plein gré, mais sous la pression constante de l'impérialisme américain. Pour se conduire en nationaliste « honnête », il fut obligé de prendre des initiatives que l'on pourrait, apparemment, considérer comme socialistes. Mais c'est illusoire... Il faut bien voir qu'« en fait, le gouvernement de Castro, dans sa période la plus radicale, n'était nullement un gouvernement de transition, à mi-chemin en quelque sorte entre le réveil des masses et la dictature du prolétariat, mais bien l'aboutissement du *cul de sac* où menait ce mouvement paysan à direction petite-bourgeoise ; il représentait le plus haut point qu'un tel mouvement puisse atteindre ». (*Lutte de classes*, n° 7). Après, il ne pouvait que dégénérer.

Selon nous, la direction de la révolution cubaine avait l'avantage — ou l'inconvénient — de n'avoir pas été formée à l'école stalinienne. Cela peut signifier soit qu'elle n'eut pas trop à souffrir, au départ tout au moins, des directives de Moscou et des déviations idéologiques que subit la direction chinoise. Mais cela peut signifier également qu'elle n'avait même pas, au départ, cette teinte de marxisme, même déformé à l'extrême, que conférait Moscou aux exécutants de sa politique. Au départ, les « intellectuels barbus » qui menèrent à la victoire la paysannerie cubaine ne se disaient même pas — pour la plupart — marxistes. Ils menaient un combat humanitaire « jacobin », au nom de la liberté, contre l'opresseur impérialiste. Mais le fait qu'ils furent conduits, sous la contrainte de l'impérialisme, à accomplir une révolution *socialiste*, et à se dire *communistes* ne saurait constituer, de notre point de vue, une preuve de leur nature de classe petite-bourgeoise, voulant se montrer conséquente dans son nationalisme. CELA PROUVE SEULEMENT QUE FACE AU CAPITALISME MONDIAL, IL N'Y A QU'UNE ALTERNATIVE : LA REVOLUTION PROLETARIENNE ET LES MESURES ECONOMIQUES ET SOCIALES QUE CELA IMPLIQUE, OU LA CAPITULATION pure et simple devant l'impérialisme.

L'évolution de la direction et de la révolution cubaines vers le communisme dans le processus d'émancipation vis-à-vis des U.S.A. ne fait que confirmer la théorie de la révolution permanente : il n'est plus de révolution bourgeoise possible, et il est encore moins possible que la petite bourgeoisie puisse se comporter en bourgeoisie nationale. On n'a jamais vu une bourgeoisie nationale montrer autant d'intransigeance vis-à-vis de l'impérialisme. Ici encore, les camarades de *Lutte Ouvrière* ont tiré d'une analyse sociologique superficiellement correcte des conclusions politiques fausses.

L'évolution actuelle et les perspectives de Cuba

Mais alors, nous disent-ils, suivant toujours la même démarche, comment expliquez-vous l'actuelle dégénérescence de la révolution cubaine ? Ne prouve-t-elle pas qu'une révolution petite-bourgeoise qui ne transcroit pas en révolution prolétarienne ne peut dépasser un certain palier dans la transformation des structures socio-économiques ? Ne prouve-t-elle pas qu'une révolution démocratique bourgeoise, se qualifierait-elle de communiste, est incapable de réaliser son programme ?

Nous ne pensons pas, pour notre part, que le programme que s'était fixé la révolution cubaine puisse être qualifié de « démocrate bourgeois » ; le bouleversement des structures socio-politiques a été trop profond pour cela. Car enfin, une révolution démocratique bourgeoise se donne pour but, que l'on sache, de développer les forces productives *capitalistes* dans le pays et pour cela point n'est besoin de se proclamer socialiste, ni d'engager une lutte radicale contre l'impérialisme. Cela ne signifie pas que la révolution cubaine poursuit son chemin sans dévier du droit chemin tracé par Trotsky. Certes, Castro tente — et est contraint de tenter, compte tenu de ce qu'est la solidarité économique-politique du « camp socialiste », et de l'absence totale de division internationale du travail sur des bases saines d'internationalisme prolétarien, — de construire le socialisme dans les limites de l'île. Certes, il est amené à recourir de plus en plus aux bons offices de l'U.R.S.S., au prix de multiples concessions en matière de politique internationale en particulier. L'empirisme, les zigzags, les difficultés multiples rencontrées par la direction ont montré que Cuba n'était pas, ou n'était plus, ce modèle exaltant de socialisme authentique que d'aucuns ont cru enfin réalisé. Les positions de Castro sur la Tchécoslovaquie, Mai 1968, etc., le semi-échec de la Zafra géante de 1970 sont plus que des « ombres au tableau », comme dit *Lutte Ouvrière*, et autre chose que des fautes imputables uniquement aux carences d'une direction nationaliste coincée entre les deux « grands ». *Ce sont les déviations auxquelles toute révolution qui ne s'est pas développée sur l'arène internationale, faute d'une organisation internationale puissante, est quasiment contrainte de succomber.* Ce n'est pas là du fatalisme, de l'économisme, mais la conséquence de l'absence d'un développement continu de la révolution à l'échelle mondiale. Et l'on peut difficilement, en raison des prémisses développées plus haut, reprocher aux Cubains de n'avoir pas créé une authentique Internationale, et même de remettre actuellement en cause la politique de solidarité latino-américaine définie à la première

conférence de l'O.L.A.S. La révolution cubaine rencontre sans doute des difficultés croissantes, mais qui se comprennent fort bien *dans le contexte international* dans lequel elles se situent. Point n'est besoin pour les expliquer de nier farouchement que Cuba ait été un État ouvrier, et d'affirmer avec bonne conscience qu'on l'avait bien dit, que cela ne pouvait tourner autrement, etc. Cuba est-elle irrémédiablement vouée à la dégénérescence policière, comme le pensent les camarades de *Lutte Ouvrière* ? Cette perspective n'est pas à exclure totalement (de la même manière, Trotsky n'exclut jamais la possibilité de contre-révolution capitaliste en U.R.S.S.), mais elle est loin d'être obligatoire. Il semble même que les discours récents de Castro, s'ils sont suivis de conséquences pratiques, aillent à l'encontre de cette thèse. D'ailleurs, quand bien même la direction cubaine en reviendrait à une politique plus correcte vis-à-vis des organisations de masses et de la gestion économique, cela ne signifierait pas que toutes les difficultés seraient aplanies. Tant que la révolution ne se développera pas dans les pays capitalistes avancés, mais aussi dans les pays de l'Est, il n'en sera rien. Néanmoins, *la révolution cubaine, que l'on prenne en considération ses origines et son passé ou son évolution récente, se trouve être une révolution prolétarienne en difficulté, et non une démocratie bourgeoise suivant sa pente naturelle vers la dictature* (d'ailleurs, la « dégénérescence policière » n'est pas une caractérisation de la nature *sociale* d'un État : elle peut être aussi bien stalinienne que bourgeoise).

Surtout, l'analyse brève de quelques thèmes de *Lutte Ouvrière* sur la nature de la direction et de l'État cubains montre encore une fois, et de façon plus évidente encore que pour la Chine, les déviations qu'entraîne *l'absence de point de vue international*, même si elle se joint à une apparente fidélité stricte aux principes. Il ne suffit pas d'avoir bien lu « La révolution permanente », il faut encore, *en organisation internationale*, tenir compte de la réalité concrète des révolutions coloniales, les interpréter au moyen de la grille de compréhension qu'offre la théorie trotskyste, mais non rejeter toutes les expériences qui ne collent pas absolument non à la méthode, mais à la lettre de l'acquis théorique dont nous nous réclamons les uns et les autres.

Les démocraties populaires

Pendant l'été 1968, les chars russes entraient à Prague, pour écraser toute velléité d'indépendance vis-à-vis de la bureaucratie soviétique. Là où nous avons voulu voir, après l'offensive du Têt, après Mai 1968 en France, un effet de la dialectique des trois secteurs de la révolution mondiale, un nouveau coup porté à l'hégémonie stalinienne agonisante, les camarades de *Lutte Ouvrière* n'ont salué, eux, qu'un combat pour « l'indépendance nationale », une lutte pour « le degré de liberté compatible avec un Etat bourgeois » (*Lutte Ouvrière* du 11 sept. 1968).

Nous ne prétendons pas que la lutte du peuple tchécoslovaque contre la mainmise russe sur l'économie, l'Etat, la vie politique de leur pays était une insurrection prolétarienne du type de Poznan ou de Budapest. Néanmoins, il s'agissait de bien autre chose que de la lutte de petits bourgeois pour reconquérir leur souveraineté nationale d'Etat bourgeois : lorsque, la censure disparue, toutes sortes de courants purent s'exprimer, ne le firent publiquement que ceux qui se réclamaient du socialisme, et c'est un indice extrêmement important, même si cela ne veut pas dire que tous ceux qui se prétendaient socialistes l'étaient effectivement.

Donc, les camarades de *Lutte Ouvrière* soutinrent la lutte du peuple tchécoslovaque contre l'U.R.S.S. bureaucratisée non comme partie prenante de la lutte pour le socialisme, mais de la même manière qu'ils soutiennent la lutte des Vietnamiens, ou, plus récemment, des Palestiniens : comme on prend parti pour des gens qui, certes, ne luttent pas, ou pas encore, pour le socialisme, mais qui défendent leur intégrité nationale contre les armées réactionnaires, qu'elles soient à la solde des impérialistes ou des bureaucrates de Moscou. Nous pouvons noter au passage que cette position de soutien se trouve en contradiction avec le fond de leur analyse ; s'il s'agit en effet, comme nous le verrons, d'une lutte entre *deux Etats de nature différente*, l'un bourgeois, l'autre « ouvrier dégénéré », n'aurait-il pas été plus logique de condamner l'Etat bourgeois ? *Voix Ouvrière* l'a fait sans hésiter, en son temps, pour la Yougoslavie, pourquoi pas pour la Tchécoslovaquie ?

Lutte Ouvrière et les démocraties populaires

Cette position ambiguë et morale de soutien au peuple tchécoslovaque s'explique par la contradiction où se trouvent les

camarades de *Lutte Ouvrière* entre le fond théorique de leur analyse — dont nous relèverons les similitudes, voire l'identité de fond avec celle qu'ils font des révolutions coloniales — et l'impossibilité de la faire admettre face aux faits : pourquoi des petits bourgeois lutteraient-ils avec tant d'acharnement contre la bureaucratie soviétique ? en tant que contre-révolutionnaires avoués, ou comme partisans du socialisme ? On esquive le problème en parlant seulement de « lutte pour la liberté ».

Le fond théorique de l'affaire, ainsi qu'on nous l'explique dans un article du numéro de *Lutte Ouvrière* du 11 septembre 1968 intitulé « Le socialisme est-il à Prague ou à Moscou ? », c'est que ni l'U.R.S.S., ni la Tchécoslovaquie, ni aucune des autres démocraties populaires ne sont des « pays socialistes ». Nulle part dans ces pays la classe ouvrière ne détient le pouvoir ou n'y participe de près ou de loin. Il y a néanmoins une différence essentielle entre l'U.R.S.S. et les pays du « glacis » : *une différence historique*. En U.R.S.S., c'est le prolétariat victorieux qui, en 1917, a jeté les fondements de l'Etat ouvrier, et les conditions objectives et subjectives de la période ont fait qu'il s'est transformé au fil des années en « appareil de répression antipopulaire ». Par contre, la Tchécoslovaquie, comme les autres « démocraties populaires », « n'a jamais connu une véritable démocratie prolétarienne, à l'instar de celle de Pétrograd en 1917 ». Cet Etat fut dès l'origine ce qu'il est maintenant, un « appareil de répression » coupé du peuple. Mais cela ne veut surtout pas dire qu'ont été établis sur le « glacis » des appareils d'Etat de même nature que l'Etat soviétique dégénéré. La fonction de ces Etats est la même, *mais leur nature sociale est différente*. Du fait de l'absence de lutte révolutionnaire du prolétariat, *la Tchécoslovaquie n'a jamais été socialiste, le pouvoir d'Etat bourgeois n'y a jamais été détruit*. Tout au plus sa dépendance vis-à-vis du Kremlin a-t-elle pu faire illusion.

Selon *Lutte Ouvrière*, le fait que ces Etats aient pour caractéristique essentielle et commune « une structure économique et sociale ressemblant à celle de l'U.R.S.S. » ne change rien à l'affaire. On ne peut pas en conclure l'identité de leur nature. « Expliquer la nature des démocraties populaires en se basant uniquement sur les nationalisations et les planifications qui ont été réalisées, serait aussi faux que de l'expliquer uniquement par leur dépendance de l'U.R.S.S. ». Dès lors il n'est pas étonnant que la Tchécoslovaquie, comme l'ensemble de ces pays, essaie de s'émanciper. Dans le numéro 3 de *Lutte de classes*, de 1967, on trouve l'affirmation suivante : « la nature bourgeoise de ces Etats s'affirme de plus en plus et c'est *par elle* qu'il est possible d'expliquer ce qui se passe dans les démocraties populaires depuis une dizaine d'années » — tant la rupture avec l'U.R.S.S. que la reprise des contacts avec le marché impérialiste.

De prime abord, il apparaît incontestable qu'un Etat ouvrier ne puisse naître que d'une révolution prolétarienne, et que, de même, il ne suffise pas de bouleverser par en-haut sa structure économique et sociale pour en changer la nature. Les capitalistes, disent les camarades de *Lutte Ouvrière*, qui croient trouver là un argument décisif en faveur de leur thèse, ne font-ils pas eux-mêmes des planifications et des nationalisations qui ne remettent pas en cause la nature de classe du pouvoir d'Etat ?

De plus, prennent-ils la peine de nous rappeler, les thèses qu'ils défendent ne furent-elles pas, en 1946, celles de la IV^e Internationale, qui en les abandonnant aurait rompu avec le marxisme ? Nous allons rappeler les raisons de ce revirement, dans la mesure où cela nous permet d'expliquer *pourquoi* nous disons depuis 1949-1951 que les démocraties populaires sont des « Etats ouvriers ».

La IV^e Internationale et les démocraties populaires : des principes à l'analyse de la situation concrète

Le numéro de la revue *IV^e Internationale* de février 1946, dénonçant l'expansionnisme de l'U.R.S.S., notait que la « transformation structurelle » — de caractère révolutionnaire — des pays du glacis « se fait dans un sens militaro-bureaucratique *et ne remplace nullement la révolution socialiste, c'est-à-dire l'action révolutionnaire indépendante des masses dans le but d'arriver non seulement à étatiser les moyens de production, mais à contrôler d'abord et à gérer ensuite elle-même la production* », et l'on fondait cette thèse sur une citation d'un texte de Trotsky de 1939, à propos de la Pologne : « Nous devons d'abord et principalement établir que l'extension du territoire dominé par l'autocratie et le parasitisme bureaucratiques, camouflé sous des mesures « socialistes », peut augmenter le prestige du Kremlin, *engendrer des illusions concernant la possibilité de remplacer la révolution prolétarienne par des manœuvres bureaucratiques.* »

Nous aurions, selon les camarades de *Lutte Ouvrière*, succombé en 1949 à ces illusions, en admettant, au grand dam de la « méthode d'analyse marxiste », que ces Etats étaient devenus soudainement et comme par l'intervention du Saint-Esprit en lieu et place du prolétariat, des Etats ouvriers, déformés peut-être, mais ouvriers. Le camarade Germain, après avoir dit en 1946, en bon trotskyste, que « aussi longtemps que l'appareil d'Etat bourgeois n'est pas effectivement détruit et aussi longtemps que les travailleurs n'ont pas effectivement saisi les entreprises en expropriant la bourgeoisie, la nature de l'Etat et de la société reste foncièrement capitaliste » — ce qui demeure à ce jour la théorie de *Lutte Ouvrière* —, aurait renié les principes en vertu de la simple « ressemblance » de ces pays avec l'U.R.S.S., trois ans plus tard.

Pour comprendre ce brusque tournant, qui a abouti à la position qui est encore aujourd'hui la nôtre, *il faut tenir compte de ce qui s'est passé pendant ces trois années, qui ont consacré le passage de la politique d'entente de Yalta au début de la guerre froide, avec tout ce que cela impliquait de bouleversements politiques.* Dès lors, si la IV^e Internationale, à l'époque, a cru devoir prendre ses distances par rapport à *la lettre* de ce qu'avait pu écrire Trotsky, c'est en vertu de l'analyse de la situation internationale et de la dynamique qui s'enclenchait dans les démocraties populaires. Et si cette analyse paraît remettre en cause le fondement même de la théorie marxiste de la révolution, il faut, comme pour les révolutions coloniales, y regarder de plus près en recherchant les raisons profondes de ces « perturbations » de la théorie, afin de déterminer si oui ou non elles impliquent son rejet ou sa confirmation avec quelques ménagements. Là encore,

nous essaierons de montrer qu'en ne prenant pas en considération le stalinisme dans toutes ses conséquences, les camarades de *Lutte Ouvrière* ont été amenés, au nom de la fidélité aux principes, à s'interdire de comprendre la réalité.

Sur quoi était fondée la résolution du 3^e Congrès mondial de la IV^e Internationale en 1951, qui consacrait la nouvelle estimation du caractère de classe des pays d'Europe de l'Est ?

On considérait que l'intégration des « démocraties populaires » à l'orbite économique et politique de l'U.R.S.S. s'était accélérée depuis 1949, et l'on en concluait : « Tenant compte de toutes ces modifications apportées depuis 1949 tant à l'économie qu'à l'appareil d'Etat des pays du glacis, dans le cadre d'une évolution internationale nouvelle, *il faut considérer que l'assimilation structurelle de ces pays à l'U.R.S.S. est actuellement essentiellement achevée et que ceux-ci ont cessé d'être fondamentalement des pays capitalistes.* »

— *Economiquement* : dans les années 1948 s'est opéré un changement des visées économiques du Kremlin sur les pays d'Europe centrale. Après le pillage des Etats satellites de l'Allemagne nazie, puis la mise en place de plans à court terme destinés à redresser la production et à poser les bases de son expansion ultérieure, il imposa des plans à longue portée, reposant sur l'étatisation des moyens de production, le monopole du commerce extérieur, la collectivisation de l'agriculture. Il s'agissait de renforcer les liens économiques de ces pays avec l'U.R.S.S. et parallèlement de les détacher du marché capitaliste. Certes, ce bouleversement de la structure économique-sociale se fit par-dessus la tête de la classe ouvrière et de la paysannerie, selon le modèle russe et compte tenu des besoins de la « patrie du socialisme ». Mais ces plans à long terme, et le bouleversement des rapports de production qu'ils supposaient, avaient bel et bien pour fonction de liquider les vestiges du capitalisme, et non d'aménager une sorte de « capitalisme d'Etat » sous la domination du Kremlin. Après les années 1948, la structure économique et sociale des pays du « glacis », si elle ne correspondait pas, par sa genèse, au schéma marxiste traditionnel, ne pouvait plus, sauf au prix d'inconséquences graves, passer pour capitaliste.

— *Politiquement* : les camarades de *Lutte Ouvrière* tirent argument de la constitution, après la Libération, de « fronts nationaux » regroupant staliniens et bourgeois nationaux les plus réactionnaires, pour avancer que, quelles qu'aient pu être les épurations et pressions diverses exercées par le Kremlin sur les appareils d'Etat, les « démocraties populaires » sont restées ce qu'elles étaient à l'origine, *des Etats bourgeois*. La bureaucratie soviétique avait pour but principal, disent-ils, « d'étouffer le développement révolutionnaire du mouvement ouvrier » — ce que nous ne contestons pas — et ne pouvait en conséquence « bâtir que des appareils d'Etat anti-prolétariens ». Mais l'appareil d'Etat soviétique est-il moins « anti-ouvrier », pour n'être pas bourgeois ? De plus, au moment même de la politique des fronts nationaux, les communistes ne devaient-ils pas, tout en respectant officiellement les formes parlementaires et démocratiques dans l'intérêt de la coopération avec l'Ouest, acquérir la plus grande influence politique possible et s'emparer des postes clefs ? Et surtout,

après 1948, la bureaucratie soviétique procéda partout à la restructuration totale de l'appareil d'Etat. La démocratie populaire passait brutalement d'une première phase « frontiste » à ce qui devenait aux yeux de tous une « forme spéciale » de la dictature du prolétariat, parfaitement bureaucratisé dès l'origine et fidèle à Moscou. Le stalinisme triomphant se passerait désormais des potiches bourgeoises, la mainmise politique devant être, dans la nouvelle conjoncture internationale, absolue. Ayant imposé des constitutions pseudo-démocratiques calquées sur la constitution soviétique, mis la main sur les postes clefs, noyauté l'armée, forgé une administration locale calquée sur l'U.R.S.S., les staliniens avaient bouleversé de fond en comble la structure de l'appareil d'Etat, qui ne pouvait plus désormais être qualifié de « bourgeois », si les mots ont un sens.

Si le régime politique des années 1945-1947 peut se caractériser, comme le dit Fejtö, « par un *dualisme* entre le pouvoir occulte exercé par les camarillas communistes et une démocratie parlementaire plus ou moins ressemblante à celle de l'Occident », l'année 1948 marque un tournant que les analystes de *Lutte Ouvrière* sous-estiment, en ne la considérant pas sous son aspect de changement *qualitatif*. Même si elle ne fut pas le fait du prolétariat, il y eut destruction de fond en comble de *l'appareil d'Etat bourgeois* — de ces appareils même que les staliniens avaient contribué à construire, au lendemain de la guerre, avant que le fossé ne se creuse entre l'U.R.S.S. et l'Occident.

— C'est cette « russification » qui allait amener la IV^e Internationale, en 1951, à revoir sa position sur les Etats du glacis et à en tirer les conclusions qui s'imposaient. Les effets de la guerre froide sur la politique du Kremlin vis-à-vis des pays d'Europe centrale firent que, au 3^e Congrès, la IV^e Internationale admit que « l'ensemble des bouleversements économiques, sociaux et politiques intervenus dans le glacis (avaient) pris une telle ampleur que *la réintégration de ces pays dans l'orbite capitaliste ne pourrait plus être envisagée comme pouvant se faire à froid, mais au travers d'une contre-révolution capitaliste* ». Ce revirement, accompli sur la base de la nouvelle situation internationale, ne fut pas accompli sans prudence ni réflexion, les conclusions tirées de l'analyse de la situation concrète furent d'abord négatives : les pays de l'Est échappaient désormais à la zone capitaliste, même sans révolution prolétarienne... De cette constatation on ne pouvait déduire, en bonne logique, que ceci : le pouvoir politique était passé des mains d'une combinaison staliniens-petite-bourgeoisie à celles des seuls staliniens. Dès lors, ces Etats ayant été dotés d'une économie étatisée et planifiée, ils étaient devenus, à l'image de l'U.R.S.S., *des Etats ouvriers déformés*, où le prolétariat devrait accomplir, comme en U.R.S.S., une révolution *politique*, et non une révolution *sociale*. De cela, il fallait accepter les implications, et les camarades en vinrent à ce que *Lutte Ouvrière* considère comme une trahison du marxisme : « il s'est avéré que l'action révolutionnaire *n'est pas une condition indispensable* pour que la bureaucratie puisse détruire le capitalisme dans des conditions exceptionnelles analogues et dans un climat international comme celui de la guerre froide ». De même pourrait-on dire en ce qui concerne les autres secteurs de la révolution, en particulier le tiers monde, qu'il n'est pas indis-

pensable, compte tenu du poids du stalinisme, que ce soit le prolétariat lui-même en tant que tel qui accomplisse la révolution, pour que soit accomplie une révolution authentiquement prolétarienne, même si elle comporte nombre de carences. Ce n'est donc pas par un simple coup de baguette magique que ces Etats sont devenus « ouvriers » vers 1948-1949. Il n'en demeure pas moins que, pour « ouvriers » qu'ils soient, ces Etats présentent toutes les tares de leur « modèle » : il est bien évident que l'Armée Rouge, même là où elle rencontra un appui effectif dans la population, ne pouvait qu'imposer cette caricature monstrueuse de dictature du prolétariat qu'est l'Etat soviétique.

L'évolution des pays de l'Est européen et leur nature de classe

Mais, rétorquent les camarades de *Lutte Ouvrière*, si vous admettez que les démocraties populaires sont des Etats ouvriers dégénérés, et non des Etats bourgeois, comment expliquerez-vous qu'ils ne cessent de ruer dans les brancards, de tenter de se libérer de la toute-puissante emprise soviétique pour retourner dans le giron de l'impérialisme ? Cela se conçoit très bien si on le comprend comme une lutte entre deux types d'Etats différents par leur nature de classe, mais on ne voit pas pourquoi des pays de même nature que l'U.R.S.S. voudraient s'en éloigner. De fait, en rompant avec la bureaucratie soviétique et en renouant les contacts avec le marché capitaliste, *ces pays ne feraient que suivre la voie conforme à leur nature de classe bourgeoise.*

Pour répondre à cet argument, il nous faut revenir sur un certain nombre de choses, et d'abord sur les raisons qui font que *Lutte Ouvrière* qualifie ces Etats de bourgeois.

Premier argument : leur origine historique. Nous avons essayé de démontrer que l'argument selon lequel la révolution n'a pas été faite par le prolétariat de ces pays, pour capital qu'il apparaisse, n'était plus suffisant compte tenu du stalinisme et de la période de genèse des démocraties populaires. Cela permet d'expliquer que ces Etats soient effectivement des instruments de répression vis-à-vis de la classe ouvrière (Pologne, Hongrie en 1956), car, là comme ailleurs, le stalinisme a joué et continue à jouer son rôle de fossoyeur de la révolution. Mais l'on ne peut en conclure comme le fait *Lutte Ouvrière* que l'Armée Rouge « est intervenue en 1945 comme une force contre-révolutionnaire destinée à empêcher l'éclosion de la révolution prolétarienne, remplissant rigoureusement le même rôle qu'aurait rempli en pareilles circonstances une armée capitaliste ». S'il est de fait que le rôle essentiel de l'Armée Rouge, au lendemain des accords de Yalta, eut pour but que les mouvements de résistance ne se transforment pas en révolutions prolétariennes, étant donnée la politique des fronts nationaux, la nature des bouleversements sociaux-économiques accomplis nous interdit de partager la deuxième partie de la citation de *Lutte Ouvrière*. De plus, il convient d'apporter quelques rectifications d'ordre historique. Il faut tenir compte, ce que ne fait guère la brochure des camarades sur les démocraties populaires, des différences spécifiques entre les pays, même si pour l'essentiel le processus a été partout le

même. Si la Pologne, par exemple, était profondément hostile à l'U.R.S.S. (voir les difficultés pour constituer un gouvernement de coalition au lendemain de la guerre), la Tchécoslovaquie, *pays plus industrialisé* que la plupart des autres nations d'Europe centrale, était dès sa libération entre les mains des communistes, qui demeuraient la seule force politique organisée du pays. Sur-tout, ils bénéficiaient d'une base populaire et prolétarienne indé-niable, et l'Armée Rouge put incontestablement s'appuyer sur un mouvement populaire pour renverser le pouvoir d'Etat bour-geois. C'est moins la révolution, note Fejtö, qui a été préfabriquée en Tchécoslovaquie, que son ajournement. L'Armée Rouge a cer-tes *retardé* la prise du pouvoir, mais la révolution apparaît moins plaquée en Tchécoslovaquie que dans nombre d'autres démocra-ties populaires. Il faut également noter que, dans les anciens satellites de l'Allemagne nazie par exemple, les communistes surent susciter une agitation révolutionnaire sur le terrain pré-paré par les anciens régimes corrompus et autoritaires. Enfin, reste la Yougoslavie, sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Ces nuances à apporter à l'analyse ne remettent sans doute pas en cause le fond du problème, mais elles permettent de dou-ter de l'un des fondements de l'analyse que fait *Lutte Ouvrière* des démocraties populaires, leur origine nettement et *exclusive-ment* antiprolétarienne. Le fait même qu'en Tchécoslovaquie, c'est peut-être sous la garantie des baïonnettes soviétiques, mais porté par une mobilisation populaire et armée (milices ouvrières) que le nouveau pouvoir a pu s'installer, qu'en Yougoslavie, comme nous le verrons, la résistance a transcu en révolution, suffit à démontrer que la thèse de *Lutte Ouvrière* procède d'une généra-lisation hâtive, au travers d'un certain nombre de dogmes, plutôt que d'une analyse précise des faits. Il est incorrect de nier *par-tout* le rôle de la classe ouvrière, et de ne pas tenir compte de la façon relativement différenciée dont la bureaucratie soviétique s'est imposée dans les pays de l'Est.

Deuxième argument : le nationalisme de ces Etats. Les cama-rades de *Lutte Ouvrière* voient un argument supplémentaire en faveur de leurs thèses sur la nature bourgeoise des démocraties populaires dans le fait que ces Etats n'ont pas su ni voulu dé-passer le cadre national pour se constituer en fédération de toute l'Europe centrale. Mais lorsque le stalinisme eut étendu sa domination sur l'ensemble du mouvement ouvrier occidental, le chauvinisme cesse d'être l'une des caractéristiques exclusives de la bourgeoisie. Il n'est pas étonnant, dans le cadre de la répu-diation théorique de l'internationalisme prolétarien et des consé-quences politiques pratiques qui s'en suivirent, que le « nationa-lisme le plus enragé » soit devenu « l'un des dénominateurs de tous les partis ». Cela ne suffit donc pas à les transformer en partis bourgeois camouflés. Que le chauvinisme ait été l'une des composantes essentielles du stalinisme permet d'expliquer que les conflits entre démocraties populaires ne sont que le reflet de contradictions inter-bureaucratiques, et non pas des conflits entre Etats bourgeois. D'autant plus qu'il était dans l'intérêt de l'U.R.S.S. de « diviser pour mieux régner », de pouvoir se servir des différents P.C. nationaux les uns contre les autres, etc. ; que ce maintien des frontières nationales, joint à un mépris souve-rain de l'indépendance de ces pays et du nationalisme dû à l'en-

semble des déchirements historiques qu'ils traversèrent, ait fini par se retourner contre la bureaucratie soviétique ne change rien à l'affaire. Cela explique simplement qu'en l'absence d'une éducation marxiste du prolétariat et vu le rôle autocratique de la bureaucratie du Kremlin, le nationalisme soit une composante de la lutte de ces pays pour leur émancipation, sans pour cela devenir argument contre le socialisme.

Troisième argument : l'évolution de ces pays. C'est l'argument qui se veut le plus définitif : la résistance de plus en plus affirmée de ces pays vis-à-vis de la politique de l'U.R.S.S., voire leur rupture (Yougoslavie...) montre bien qu'il s'agit d'une contradiction entre la nature bourgeoise des Etats occupés et leur dépendance de l'U.R.S.S. S'il a fallu que l'U.R.S.S. exerce et maintienne une telle pression sur ces Etats (remaniements de 1948, vague de procès, dont ceux de Rajk et de Slansky, épurations massives, etc.) pour les intégrer dans son orbite économique, sociale et politique, en les contraignant à une rupture totale avec les pays capitalistes, c'est bien la preuve qu'ils étaient, et sont demeurés bourgeois. Ne font-ils pas tout, de surcroît, pour protéger « les chances d'un retour au bercail du marché capitaliste » ? Pour protéger, à partir de la petite-bourgeoisie, l'émergence d'une nouvelle classe capitaliste ? Enfin, est-il besoin qu'il y ait dans ces pays une bourgeoisie nationale pour qu'ils s'engagent irréversiblement sur la voie de la rupture en tant qu'Etats bourgeois ?

Nous pensons quant à nous que pour expliquer l'ensemble de ces faits, il n'est pas besoin de recourir à une argumentation qui ne permet de les comprendre qu'à partir de l'ignorance de ce que les pays d'Europe centrale sont effectivement, à cause d'une fidélité au dogme qui joue le rôle de verres déformants. L'éclatement du monolithisme stalinien sous les coups conjugués de l'ensemble des secteurs de la révolution mondiale, et les conséquences pratiques de la politique de coexistence pacifique dans le sens d'un rapprochement du marché capitaliste et de la coopération économique entre systèmes sociaux qui devraient être radicalement antagoniques, suffisent à expliquer l'évolution des pays dits de démocratie populaire. De plus, il faut noter que les ruptures, depuis la révolution chinoise, se font, comme en Albanie, au profit de l'influence chinoise. Certes, dans la mesure où les camarades de *Lutte Ouvrière* considèrent que la Chine n'est pas un pays socialiste, leur analyse ne sera pas infirmée à leurs yeux. Il nous semble cependant qu'il y a là de quoi faire réfléchir. Mais prenons l'exemple de la Yougoslavie, particulièrement typique selon les camarades de *Lutte Ouvrière*.

La Yougoslavie, Lutte Ouvrière, et la IV^e Internationale

Reprenant le type d'argumentation que nous avons déjà rencontré à propos de Cuba, les camarades de *Lutte Ouvrière* disent que si ces pays, après de longues années de camouflage, ne cachent plus leur nature bourgeoise et leur désir de revenir officiellement dans le giron du capitalisme, c'est qu'ils étaient viciés à la base et que leur évolution était contenue en germe dans leur genèse même. L'exemple de la Yougoslavie serait particulièrement éclairant, et d'autant plus intéressant que les trotskystes

ont longtemps entretenu à son égard des illusions totalement dénuées de fondement. La IV^e Internationale en particulier a longtemps voulu y voir une tentative de développer une dictature du prolétariat à l'encontre de l'U.R.S.S. Or qu'en est-il advenu ? Ce qu'il est en train d'advenir à Cuba, etc. ; encore un de nos « espoirs » qui s'est envolé sans que nous en ayons tiré les conclusions qui s'imposaient selon les camarades de *Lutte Ouvrière* : un retour aux thèses de 1946. Le rapprochement avec Cuba, notons-le, n'est pas le moins du monde fortuit : la Yougoslavie, la Chine et Cuba ont suivi des processus révolutionnaires analogues dans leur fond, dans la mesure où ce sont les mêmes forces motrices qui ont pris le pouvoir, sur les mêmes fondements économiques et sociaux : sous-développement, paysannerie prédominante, petite-bourgeoise intellectuelle radicale. La Yougoslavie sert ainsi de pont entre les pays de l'Est et les révolutions coloniales, et constitue un exemple privilégié car il révèle l'identité foncière selon *Lutte Ouvrière* de tous les « Etats ouvriers » et montre de façon extrêmement claire ce que devra être leur évolution.

L'avenir de la Yougoslavie était donc clair dès le départ, selon les camarades de *Lutte Ouvrière* : c'est un P.C. stalinien, représentant non la classe ouvrière qui « en tant que classe, n'a en nul moment, en nul endroit, pris part à la lutte », mais la paysannerie et la petite bourgeoisie urbaine, qui s'est renforcé sur des problèmes de résistance nationale et prétendait instaurer non la dictature du prolétariat, mais un régime républicain et démocratique, qui a mené la lutte et pris le pouvoir. Son programme nationaliste lui ayant permis « d'unifier le potentiel anti-féodal et anti-étatique de la petite bourgeoisie et de la paysannerie », il se comporta comme *le seul parti bourgeois radical en Yougoslavie*. Dès lors, la rupture de 1948 avec le Kremlin s'inscrivait « dans la logique des choses ». Un Etat né « hors de la classe ouvrière » pourrait-il être autre chose que *bourgeois*, et dès lors s'insurger contre l'emprise d'un régime de nature sociale différente et antagonique ? Pour réfuter ces thèses, le plus aisé est encore de détailler quelques points de l'origine et de l'évolution de la révolution yougoslave.

La révolution yougoslave elle-même

La Yougoslavie présente cet aspect particulier, qui oblige les camarades à faire un détour du côté des révolutions coloniales, que le processus révolutionnaire n'y a pas été le même que dans les autres « démocraties populaires ». Certes, en l'identifiant aux processus chinois ou cubain, on se tire d'affaire et l'on montre que finalement, que ce soit par l'intermédiaire de l'Armée Rouge ou de la paysannerie armée, que les partis communistes stalino-petits-bourgeois aient pris le pouvoir, le résultat est le même : un Etat bourgeois. Cette explication, qui repose en partie sur une interprétation erronée ou une méconnaissance des faits, ne nous paraît guère satisfaisante. Mais revenons à l'histoire.

Le P.C.Y., dès le lendemain de la Première Guerre mondiale, était l'un des P.C. les plus importants de toute l'Europe centrale. En 1941, sa force et sa cohésion en faisaient la seule organisation politique ayant des attaches dans toutes les parties du territoire

démembré. Son nationalisme pendant la résistance, que nous ne contestons pas, ne suffit pas à en faire un parti bourgeois radicalisé : il ne faisait en cela que suivre les directives de Moscou, comme l'ensemble des P.C. des nations en guerre contre l'Allemagne nazie et ses alliés. L'argument du nationalisme de la résistance nous semble d'autant moins valide que dès 1943 le Conseil antifasciste que contrôlait le P.C.Y. dotait la Yougoslavie de structures nouvelles révolutionnaires et constituait une *brigade prolétarienne* qui déplut fortement à Moscou, qui ressentit cela comme « *un coup de poignard dans le dos* ». En effet, bien avant la fin de la guerre, Tito commença à rejeter une politique qui sacrifiait les intérêts et l'avenir du pays à ceux de la « Patrie du socialisme ».

Cela ne fait pas problème, répondent les camarades de *Lutte Ouvrière* : c'est précisément parce qu'il avait au début « fidèlement appliqué les consignes politiques de Moscou » que le P.C.Y. avait gagné une influence suffisamment grande et une base sociale assez solide pour prendre ses distances par rapport à l'U.R.S.S. C'est parce qu'il avait, suivant la consigne, abandonné tout programme socialiste pour regrouper les larges masses petites-bourgeoises, qu'il avait trouvé une base qui faisait sur lui suffisamment de pressions pour l'amener à rompre avec la bureaucratie soviétique. Dès lors, peu importait que Tito bouscule quelque peu les directives, à la fin de la guerre et après : ce n'était pas pour aller vers un autre socialisme que le modèle russe, c'était pour garder son indépendance d'Etat bourgeois. On peut cependant se demander pourquoi un parti « bourgeois » aurait dénoncé avec autant d'acharnement pendant la résistance les alliances que l'on voulait le contraindre à opérer avec la bourgeoisie nationale et la noblesse vendues à l'impérialisme. On peut se demander pourquoi, alors qu'il lui était si facile de rester dans la zone d'influence impérialiste après Yalta, il accomplit une révolution socialiste, à l'encontre même des ordres du Kremlin. Car Tito et son armée, après n'avoir pas laissé l'Armée Rouge faire la révolution à leur place, en s'efforçant de la prendre de vitesse, ne se soumirent que de mauvais gré à la formation d'un gouvernement de coalition, et s'efforcèrent de tenir les postes les plus importants tout en comptant sur l'appui populaire (qui faisait défaut dans la plupart des autres démocraties populaires) pour chasser les bourgeois du gouvernement. Ce qui fut fait dès 1945.

Ces faits montrent que, à l'encontre des analyses de *Lutte Ouvrière*, le mouvement des masses contre le nazisme, puis contre l'impérialisme européen et américain, déborda les cadres de la lutte pour l'émancipation nationale pour transcroître en révolution socialiste, expropriant les exploités et détruisant l'ancien appareil d'Etat et administratif au mépris du « partage du monde ».

La rupture de 1948

Elle constitue, avec la révolution chinoise de 1949, le premier grand coup porté à l'hégémonie stalinienne. Si Tito dénonça l'ingérence de l'U.R.S.S. dans les affaires intérieures de la Yougoslavie et sa manière de construire le socialisme, ce n'est pas en tant que chef d'Etat bourgeois ; il ne partait pas en guerre contre

l'U.R.S.S. en tant que pays socialiste, mais en tant qu'Etat, faisant une politique d'Etat qui consistait à ne prendre en considération que ses propres besoins. Tito rompit d'autant moins en bourgeois qu'il accompagna son émancipation de la tutelle soviétique d'un ensemble de mesures proprement socialistes, peu propres à le ramener au capitalisme. Nationalisation du commerce, monopole sur le commerce extérieur, début de collectivisation dans les campagnes, mise au point d'un plan quinquennal d'industrialisation, et lancement de conseils ouvriers ayant pour but de commencer une véritable gestion ouvrière des entreprises. Si l'on tient compte de la formation stalinienne reçue par les communistes yougoslaves et des conditions de leur prise du pouvoir, il devient difficile de voir de bonne foi dans cette rupture « par delà les désaccords idéologiques, l'antagonisme fondamental entre deux Etats de nature différente ». Si la distance prise vis-à-vis de Moscou « était inscrite dans la logique des choses », ce n'est en tout cas pas de la matière dont *Lutte Ouvrière* l'interprète qu'il faut le voir.

L'évolution depuis 1948

C'est là que nous attendent les camarades de *Lutte Ouvrière* : « Depuis cette date, sans l'aide des pays impérialistes et surtout du plus puissant d'entre eux, l'impérialisme U.S., le régime yougoslave se serait économiquement effondré. » Et encore : « Depuis 1948, la Yougoslavie a suivi une évolution régulière, conforme à sa nature de classe. » Il est de fait que la Yougoslavie se trouve actuellement bien loin de ce que devrait être l'Etat ouvrier idéal. Mais sa collaboration de plus en plus étroite avec le capitalisme, sa politique de répression vis-à-vis des forces révolutionnaires qui surgissent dans le pays font-ils du P.C.Y. autre chose qu'un parti revenu au bercail de la bureaucratie stalinienne ? La Yougoslavie est-elle allée plus loin dans la voie de la coexistence pacifique et de l'abandon d'un certain nombre de principes pourtant remis à l'ordre du jour dans le programme de 1958, que l'U.R.S.S. elle-même ? En 1958 encore, après quelques années de pragmatisme et de zigzags, la direction du P.C.Y. soumettait à une critique virulente son propre processus de bureaucratisation et la politique de l'U.R.S.S., provoquant une nouvelle dénonciation du « titisme » de la part du Kremlin. Cela ne l'a pas empêchée de prendre un nouveau cours à droite, nous rétorquera-t-on. Nous ne le nions pas.

Mais quand bien même la Yougoslavie serait, comme il semble fondé de le penser, le « pays de l'Est » le plus étroitement en rapport avec les U.S.A. et l'impérialisme en général, tant que ne s'est pas produite une contre-révolution politique et sociale remettant en cause tous les acquis de la révolution, on ne peut pas dire que la Yougoslavie soit devenue un pays capitaliste. Sachant que, selon Trotsky, c'est faire du réformisme à l'envers que de croire que l'on peut rétrograder *pacifiquement* d'un régime socialiste même dégénéré au capitalisme, les camarades de *Lutte Ouvrière* préfèrent proclamer que le pays n'a jamais été socialiste. Ainsi ne « devient »-il pas ce qu'il a toujours été, un Etat bourgeois. « La nature de ces Etats, masquée, déformée, mais nulle-

ment transformée par le poids de la bureaucratie russe, se manifeste de plus en plus. » Or, ainsi que le rappelle le camarade Mandel dans son article sur l'U.R.S.S. du numéro de septembre 1970 de la revue *IV^e Internationale*, « ce qui s'est produit en Tchécoslovaquie en 1968, et surtout ce qui se produit en Yougoslavie depuis la « réforme économique » démontrent [...] le bien fondé de notre hypothèse « optimiste » : *Il sera impossible de dissoudre les rapports de production planifiés [...] sans écraser au préalable la résistance farouche du prolétariat.* »

Pour conclure

Lorsque les camarades de *Lutte Ouvrière* caractérisent les pays de démocratie populaire comme des Etats bourgeois, ils prennent bien soin de ne pas tenir compte — ou de tenir pour secondaire — la nature des rapports de production qui régissent l'économie de ces pays. Cela sous prétexte de ne pas faire, comme nous le ferions, de liaison mécaniste entre ces rapports de production et la nature de classe de ces Etats : on démontre donc qu'ils sont « bourgeois », mais on se garde de préciser s'ils ont une économie de type capitaliste et pourquoi. Et il ne suffit pas de dire qu'ils font leur possible pour préparer le retour au « bercail du capitalisme » : à l'heure présente, quelle est leur nature ? Vers où vont-ils en fonction de leur mode de production actuel ?

Nous avons essayé de montrer que les Etats de démocratie populaire reposaient sur la même structure économico-sociale que l'U.R.S.S., et cela nous permet de préciser ce que nous entendons par « Etat ouvrier dégénéré ». D'une part, nous rappelons que les pays de l'Europe orientale, pas plus que l'U.R.S.S., ne sont pour nous des pays « socialistes » au sens propre du terme. Ce sont des sociétés de transition entre le capitalisme et le socialisme, et dont les problèmes sont accrus du fait de l'excroissance bureaucratique qui soumet la croissance économique aux intérêts de sa propre consommation. Société de transition, cela veut dire que dans ces Etats, « la formation socio-économique combine des traits particuliers à différents modes de production, et n'est abordable que sous la lumière du développement inégal et combiné ». La contradiction essentielle, aggravée par la gestion bureaucratique, se trouve entre la planification de l'économie reposant sur la propriété collective des moyens de production, et la répartition des biens de consommation qui échappe au plan, entre la planification et la loi de la valeur qui régit encore les échanges de biens de consommation. Cette « lutte des deux lois », qu'avait déjà analysée Préobrajenski, et qui doit se conclure, avec le développement des forces productives, par la victoire de l'une ou l'autre, régit encore actuellement l'économie des « Etats ouvriers », dans la mesure où la gestion bureaucratique de ces Etats n'a pas permis la croissance des forces productives qui autoriserait la répartition des produits selon les besoins et non plus selon les normes bourgeoises de distribution, et où se sont exacerbés les problèmes et les conflits dans la sphère-même de l'économie.

Dès lors, on assiste, tant dans les démocraties populaires qu'en U.R.S.S., à une évolution qui ne remet en rien en cause le schéma

que Trotsky avait élaboré dans « *la Révolution trahie* » et il dépend de l'essor de la révolution mondiale et du développement des luttes dans les Etats « ouvriers » que la tendance vers la révolution politique et la gestion démocratique ouvrière de l'économie l'emporte définitivement sur la stagnation de la situation, ou l'amorce d'une évolution vers une contre-révolution sociale et politique qui rétablirait le capitalisme sur les ruines de la bureaucratie.

Les pays capitalistes avancés

Lutte ouvrière et le mouvement étudiant

« Partout dans le monde, une fraction importante de la jeunesse intellectuelle se montre [...] prête à combattre pour les idées révolutionnaires. »

Mais pourquoi « tant d'énergie, tant de sincérité révolutionnaire et de dévouement se trouvent-ils ainsi gaspillés, dépensés en vain, pourrait-on dire ? ».

Lutte Ouvrière, « spécial », juillet-août 1969.

L'analyse, sommairement résumée dans les deux citations ci-dessus, que firent les camarades de *Lutte Ouvrière* de la montée du mouvement étudiant dans le monde dans les années 1967-1969 et de ses insuffisances démontre à l'évidence que Mai 1968 en France ne leur a rien appris en ce qui concerne le rôle conjoncturel de la petite-bourgeoisie intellectuelle radicalisée en période de crise révolutionnaire. Tournés exclusivement vers la classe ouvrière, forts de leurs analyses du rôle de la petite-bourgeoisie ailleurs dans le monde, ils ne voulurent, ni avant ni pendant ni après Mai 1968, reconnaître que les étudiants avaient à jouer un rôle spécifique pour favoriser la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat égaré par l'idéologie stalinienne. Les étudiants leur apparurent comme des gens incontestablement courageux, « honnêtes », etc., mais qui n'en demeuraient pas moins des petits-bourgeois avec tout ce que cela comporte de tares originelles. Ayant « fait de nécessité vertu », les étudiants n'avaient-ils pas, selon les camarades de *Lutte Ouvrière*, fait la théorie de leur isolement et fini par céder « à la tentation de substituer au prolétariat d'autres forces sociales dans les tâches révolutionnaires » ? Le petit-bourgeois intellectuel n'avait-il pas, parce qu'il avait tourné le dos « au lent travail d'implantation dans la classe ouvrière », exalté « les mérites révolutionnaires des autres classes ou catégories sociales, qui formaient le milieu dans lequel il militait » ?

La conséquence de cet état de fait, c'est que les étudiants gagnèrent sans doute, en Mai 1968, la sympathie de milliers de jeunes ouvriers, mais qu'ils ne surent pas répondre à leurs espérances, et les arracher à l'emprise politique et syndicale des staliens, en se constituant en direction politique.

Nous retrouvons donc, dans la manière dont *Lutte Ouvrière*

caractérise les carences du mouvement étudiant, le même arrière-fond politique que dans ses analyses du tiers monde ou des démocraties populaires ; partout l'on se heurte à ce monstre et à ses faiblesses : la petite bourgeoisie et sa tendance au *substitutisme* par rapport à un prolétariat qu'elle ignore, car il serait trop long de le réveiller. « Puisque le chemin de Billancourt est trop difficile, le mouvement étudiant décréta que la lutte des classes passerait par Vincennes. » Telle est « l'impasse » dans laquelle les étudiants révolutionnaires se seraient trouvés après Mai. Outre le fait que cette affirmation nous paraît, par l'extrapolation qu'elle opère à partir d'une fraction restreinte et politiquement bien définie du mouvement étudiant, parfaitement caricaturale et erronée, elle repose sur une incompréhension foncière et du contexte et de la signification que prirent en Mai 1968 en France, comme ailleurs dans le monde, les luttes des étudiants.

Le mouvement étudiant et ses faiblesses : origine sociale ou poids du stalinisme ?

Il est vrai que le mouvement étudiant ne sut pas et ne put pas en Mai, se constituer en direction politique du prolétariat à la place du parti communiste failli. Néanmoins, il occupa dans la crise de Mai 1968 en France une position politique conjoncturellement privilégiée qu'il convient d'analyser autrement qu'en termes « moraux », autrement qu'en se désolant devant tant de bons sentiments inutilement dévoyés vers des actions mineures.

La première condition pour ce faire, c'est de rompre une bonne fois avec la confusion entre origine sociale et position sociale des petits-bourgeois intellectuels. A en croire les camarades de *Lutte Ouvrière*, le fait d'être, dans la société actuelle, un petit-bourgeois semble entraîner un certain nombre de tares dont on ne se remettrait que bien difficilement, et en s'extrayant de son milieu pour ne mener qu'un lent travail d'implantation dans la classe ouvrière. Le petit-bourgeois intellectuel n'échapperait à la pression de son milieu et aux déviations politiques et théoriques qui en résultent qu'en se dévouant corps et âme au prolétariat d'une manière qui, pensons-nous sur la base de ce que nous connaissons de l'expérience des camarades de *Lutte Ouvrière*, ne le fait guère progresser. Nous pensons, nous aussi, et l'orientation prise par la Ligue communiste le montre, que le travail d'implantation dans la classe ouvrière est prioritaire, mais nous ne le concevons pas de la même manière « ouvriériste » que *Lutte Ouvrière*, et d'autre part nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire de lui sacrifier toute intervention dans les autres secteurs. Simplement, pour ne pas sortir du cadre de notre propos, nous pensons qu'il est possible d'intervenir *sur une position de classe prolétarienne* dans le milieu étudiant lui-même (cf. notre brochure : « Le deuxième souffle »). L'origine sociale des militants étudiants cesse d'être une « tare » dès qu'ils deviennent des militants révolutionnaires et, par leur insertion dans le parti révolutionnaire, défendent en toute occasion le *point de vue de classe du prolétariat*, quel que soit leur milieu d'intervention. Dès lors, dire d'une catégorie sociale qu'elle est « petite-bourgeoise », sociologiquement parlant, ne revient pas automatiquement à la ca-

racteriser politiquement. La réponse la plus définitive aux thèses de *Lutte Ouvrière* concernant ce déterminisme sociologique qui entraverait toute l'action des militants d'origine intellectuelle petite-bourgeoise, demeure tout simplement *Que Faire* ?

En deuxième lieu, étant admis que l'origine sociale ne saurait servir d'explication unique et suffisante aux carences du mouvement étudiant, il faut en chercher la source dans leur origine politique. Une fois de plus, il ne suffit pas de constater que le stalinisme n'est pas encore mort, il faut prendre conscience de l'ensemble de ses implications. L'incapacité qu'ont montré les étudiants à s'unifier en un seul parti qui a longtemps désespéré et qui désespère encore les camarades de *Lutte Ouvrière*, le fait que certains groupes de l'extrême-gauche prennent l'initiative d'actions stériles et spontanées, et « théorisent » effectivement leur impuissance petite-bourgeoise, tout cela tient au désarroi et à l'inégalité de la compréhension politique de ceux qui ont rompu avec l'idéologie stalinienne. Si le mouvement étudiant ne put assumer pleinement en Mai 1968 le rôle de direction révolutionnaire que le P.C.F. refusait, ce n'est pas pour avoir négligé de se lier à la classe ouvrière sur la base de déviations politiques quant au rôle du prolétariat dans la révolution ; c'est qu'il souffrait encore des conséquences de quarante années de stalinisme, de ce qu'il en avait émergé de façon récente et n'avait pas encore eu le temps et les moyens de sortir de son propre milieu et qu'en outre ce n'est que de façon tactique qu'un tel mouvement peut se substituer pour une brève période. La nuit théorique du stalinisme dont il fallait à tout prix émerger et la faiblesse du mouvement trotskyste, incapable de servir lors de la crise du P.C.F. de pôle d'attraction suffisant, ont provoqué l'apparition de groupes se réclamant d'idéologies que l'on croyait historiquement dépassées, que ce soit la recrudescence anarchiste ou la remise au goût du jour des théories stalinienne par les œuvres du Président Mao. Ainsi, les insuffisances et les divisions du mouvement étudiant sont moins des tares congénitales que le produit de l'absence d'une direction authentiquement révolutionnaire et de la nécessité où se sont trouvées de larges fractions de la jeunesse radicalisée de trouver par elles-mêmes une solution au vide théorique et politique créé par le stalinisme. Mais cela même n'empêcha pas le mouvement étudiant de remplir en Mai au-delà de toute espérance le rôle qui lui était attribué par le contexte dans lequel avait éclaté la crise révolutionnaire.

Le mouvement étudiant comme détonateur

En tant que maillon le plus faible de l'emprise et de l'idéologie bourgeoise et de l'idéologie stalinienne, le mouvement étudiant a été amené, depuis la guerre d'Algérie, à prendre conscience de ses capacités de lutte et de la possibilité de prendre de la distance par rapport aux organisations traditionnelles pour jouer un rôle politique autonome. Mais nous n'avons jamais prétendu que ce rôle autonome puisse aller au-delà d'un rôle de détonateur, et remplacer l'action révolutionnaire du prolétariat, dans le contexte précis des pays capitalistes avancés. Mais encore fallait-il se donner les moyens de remplir cette fonction de catalyseur des forces ouvrières, et ce n'est pas en refusant de com-

prendre la spécificité du rôle de la petite bourgeoisie intellectuelle dans la lutte de classes que l'on pouvait le faire.

Contrairement à ce qu'une certaine presse voulut faire croire, et que *Lutte Ouvrière* reprend en quelque sorte à son compte, l'explosion de Mai ne fut pas une confirmation des théories de Marcuse, niant le rôle du prolétariat au profit de certaines couches marginales de la société capitaliste. Le rôle du mouvement étudiant en Mai 1968 fut celui d'un embryon d'avant-garde, ayant pour but essentiel d'éveiller le prolétariat aux idées révolutionnaires depuis longtemps mises sous le boisseau par sa direction politique et syndicale. Même si aucun des groupes de l'extrême-gauche n'était en Mai 1968 — et les camarades de *Lutte Ouvrière* à peine plus que les autres en dépit de leur longue expérience — implanté dans la classe ouvrière, aucun d'eux ne niait le rôle historique du prolétariat tel que le définit la théorie marxiste. Même lorsqu'ils menaient des actions qui pouvaient apparaître comme spécifiquement étudiantes au premier abord, c'était avec le souci d'être rejoints par les travailleurs, et les difficultés de cette jonction, même en partie balayées par la crise révolutionnaire, demeurèrent au centre de leurs préoccupations. Pour être compris de la classe ouvrière, il fallait non seulement coller à elle, mais encore se montrer capables de se battre et lui montrer, à l'encontre de l'éducation stalinienne, que c'était la lutte dans la rue qui payait, afin de la faire renouer avec des traditions révolutionnaires données pour périmées par le P.C.F. Ainsi l'édification de barricades au Quartier Latin eut une autre portée que celle que *Lutte Ouvrière* voulut bien lui donner : il ne s'agissait pas seulement de faire la preuve de son « courage et de son dévouement », il fallait faire la démonstration, éminemment politique, de ce que le pouvoir devait ou céder, ou accentuer la répression au risque de tourner contre lui l'ensemble de la population, acquise à ce moment-là aux étudiants. Il fallait faire la démonstration politique que le pouvoir était désormais dans la rue, et pas dans les urnes comme le P.C.F. persistait encore à le faire croire. En Mai 1968, l'inertie et la trahison des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, et la situation privilégiée du mouvement étudiant amenèrent celui-ci à se substituer pour un temps non pas au prolétariat, mais au parti d'avant-garde qui lui manquait. Même s'il fut incapable pour les raisons énumérées plus haut d'assumer ce rôle jusqu'au bout, et de remplir tous les espoirs suscités, il joua dans la crise, en révélant par l'exemple que l'on pouvait faire reculer le pouvoir avec des pavés, un rôle essentiel que les camarades de *Lutte Ouvrière*, enfermés dans leurs catégories morales, furent incapables de comprendre. Il est donc faux d'affirmer que « la classe ouvrière n'a jamais et à aucun moment échappé, ne serait-ce qu'en partie, à l'emprise incontestée des appareils bureaucratiques stalinien et réformiste ». Ce qui est vrai, c'est que la classe ouvrière n'ayant pas trouvé, vu la faiblesse du mouvement étudiant, de direction révolutionnaire capable de conduire la lutte jusqu'au bout, fut contrainte, dans l'amertume le plus souvent, de réintégrer le giron de ses organisations traditionnelles et de leur politique. Si l'emprise stalinienne sur la classe ouvrière ne ressortit qu'affaiblie, et non renversée, de la crise de Mai, si « toute l'ardeur du mouvement étudiant n'empêcha pas Grenelle, et la rentrée sans gloire pour faciliter les élections », il est faux de prétendre que « mises à

part la manifestation du 13 mai et la sympathie de quelques milliers de jeunes travailleurs, le mouvement étudiant n'eut aucune influence sur le mouvement ouvrier, qui resta sur ses propres bases et sur ses propres objectifs pendant toute la grève générale ». S'il n'eut pas la possibilité de conduire le prolétariat à la victoire et à la prise du pouvoir (mais il ne faut pas demander aux militants étudiants ce que de toute évidence ils n'étaient pas en mesure de faire et n'avaient pas à faire, pour pouvoir leur reprocher ensuite de ne pas l'avoir fait), il n'en demeure pas moins — et les formes que prirent les luttes de l'après-Mai dans les entreprises le démontrent — que l'exemple donné en Mai porta ses fruits. En dernière analyse, ce n'est pas sa nature petite-bourgeoise sociale et politique qui explique son impuissance à passer le relai à la classe ouvrière ; les camarades de *Lutte Ouvrière*, en démontrant que le mouvement étudiant échoua à remplir un rôle qu'il ne pouvait manifestement pas assurer pour des raisons d'ordre historique, ferment les yeux sur ce qu'il accomplit en fait, compte tenu de ses limitations.

Lutte Ouvrière et la crise révolutionnaire de Mai 1968

L'incompréhension fondamentale dont font preuve les camarades de *Lutte Ouvrière* en ce qui concerne les possibilités d'action de la petite bourgeoisie intellectuelle en tant que *catégorie sociale ralliée aux intérêts de classe du prolétariat* sur tous les fronts de la révolution mondiale repose sur un certain nombre d'erreurs d'appréciation, qui reposent elles-mêmes sur des erreurs de méthode et des déviations théoriques que nous avons déjà relevées ailleurs.

En premier lieu, et c'est là un vice majeur de toutes les analyses politiques de *Lutte Ouvrière*, ces camarades ont été incapables de replacer cette crise révolutionnaire dans son cadre naturel, celui de la dialectique de la révolution mondiale. Ils ont interprété Mai 1968 comme un événement « français », limité dans ses causes et dans ses effets aux dimensions de l'hexagone. Ces camarades qui, dans un article de *Lutte de classes* de Mai 1968 (!) dénonçaient dans un article opportunément intitulé « le rôle de la violence hors de l'histoire » les luttes des étudiants européens et notamment allemands comme stériles, ces camarades qui, dans leur journal, depuis le début de l'agression américaine au Vietnam, parlait de ce pauvre petit pays situé « à l'autre bout du monde » pour lequel « on ne pouvait pas faire grand-chose » (!) et refusaient de comprendre que le meilleur moyen de soutenir la révolution vietnamienne n'était pas de se contenter d'être tôt le matin devant les portes des entreprises, ne comprirent pas la portée immédiatement internationale de Mai 1968. Mais ils n'avaient pas davantage compris, et c'est cela surtout qui nous importe ici, comment dans sa genèse même, Mai 1968 avait directement pris appui sur les révolutions cubaine et surtout vietnamienne, qui avaient servi à réveiller les étudiants de leur sommeil stalinien ou de leur inertie politique. De même que Mai 1968 eut un retentissement sur les autres fronts de la révolution, ceux-ci furent déterminants dans la formation de l'avant-garde qui, en Mai en France, comme ailleurs en Europe, servit avec plus ou moins de succès de détonateur aux luttes ouvrières. Mais l'ana-

lyse dogmatique que les camarades de *Lutte Ouvrière* firent de tout temps des révolutions coloniales leur interdisait de comprendre cet élément essentiel. Il était normal que des petits-bourgeois reprennent à leur compte les luttes d'autres petits-bourgeois de par le monde, et cela ne changeait rien à la nature de leur intervention politique : dans ces pays, la petite bourgeoisie intellectuelle et urbaine s'était substituée au prolétariat, et les petits-bourgeois du monde occidental entendaient bien en faire autant, de fait sinon de droit, en refusant le chemin ardu qui passe par l'implantation dans le prolétariat.

Une deuxième composante de l'incompréhension de ce que fut la crise révolutionnaire de Mai 1968 de la part des camarades de *Lutte Ouvrière*, c'est leur économisme fondamental : la révolte des étudiants, ils l'analysèrent — rejoignant curieusement les analyses du P.C. et des réformistes divers, — comme effet d'une accumulation de mécontentement dû à de mauvaises conditions de travail, comme le font les économistes du déclenchement de mouvements de révolte, de revendication ou de contestation de la classe ouvrière. Ainsi ils écartèrent par un nouveau biais la dimension proprement politique du mouvement étudiant spontané, et refusèrent de comprendre les contre-coups d'ordre politique qu'il aurait sur la classe ouvrière. Il s'agissait pour les étudiants, selon eux, de « quitter le ghetto universitaire pour servir en marxistes révolutionnaires la seule classe progressive de la société, la classe ouvrière ».

Dans cette phrase, tout est dit ; de l'autonomie et de la spécificité du rôle de la petite bourgeoisie dans la lutte, dans la mesure où elle va dans le sens des intérêts de la révolution prolétarienne, il ne saurait être question. Alors que faut-il faire ? Après des années de travail à la porte des entreprises, les camarades de *Lutte Ouvrière* se trouvèrent-ils, en Mai 1968, mieux armés que nous ? Ce n'est pas renier le principe essentiel selon lequel c'est la classe ouvrière qui seule, par sa situation objective, est porteuse des intérêts de la révolution, que de reconnaître, dans les circonstances actuelles où l'emprise du stalinisme est encore puissante, bien qu'ébranlée, le rôle privilégié temporaire d'une partie de la petite bourgeoisie intellectuelle qui a dans une certaine mesure échappé au carcan. Mais c'est s'interdire de comprendre la portée d'une crise révolutionnaire et le rôle que l'on doit y tenir en l'absence de direction révolutionnaire que se contenter de proclamer contre vents et marées que tant que la classe ouvrière ne prendra pas elle-même ses destinées en mains, il n'y aura rien à faire, surtout si l'on refuse les moyens de hâter la prise de conscience révolutionnaire. Ce n'est pas abandonner aux staliniens « le seul terrain où notre combat a un sens réel » que de mettre en place une dialectique des secteurs d'intervention, supposant des modes d'action spécifique selon les cas, bien que tous orientés dans un même sens, la prise du pouvoir par le prolétariat, et tous interdépendants. Si nous sommes d'accord sur le principe de la priorité du travail dans les entreprises, nous ne sommes pas partisans pour autant d'abandonner les autres secteurs de la lutte de classe. Le réveil brutal de *Lutte Ouvrière* en Mai 1968 après des années de « travail ouvrier » exclusif doit donner matière à réflexion.

Conclusion

Lutte ouvrière et la théorie de l'organisation

Toutes les analyses que fait *Lutte Ouvrière* des processus révolutionnaires, quels qu'ils soient et où qu'ils soient, se terminent sur la même petite phrase : construire un parti révolutionnaire, et une Internationale révolutionnaire, sont les seules solutions pour que surgissent enfin de véritables révolutions socialistes, donnant le jour à d'authentiques Etats prolétariens. Sur le fond, nous sommes parfaitement d'accord : « A partir de 1923, écrivait Trotsky dans *l'Internationale communiste après Lénine*, la situation se modifie radicalement : il ne s'agit plus seulement de défaites du prolétariat, mais de défaites de la politique de l'Internationale communiste. » Après la dissolution de celle-ci, les voies détournées que durent prendre les différentes révolutions qui surgirent dans le monde et les faiblesses qui en résultèrent eurent encore pour raison essentielle, en dernière analyse, l'absence d'une direction révolutionnaire internationale. Mais si nous sommes d'accord sur le principe, nous ne le sommes plus sur la manière dont *Lutte Ouvrière* pense — ou a pensé — la construction de ce parti : il ne suffit pas de proclamer au bas de toutes les analyses la nécessité de construire une Internationale, il ne suffit pas de se proclamer internationaliste sur le papier, il faut encore le prouver dans ses analyses et dans sa pratique, et l'on doit tirer les leçons de l'attitude des camarades de *Lutte Ouvrière* jusqu'à ce jour sur ces problèmes. En effet, leur incompréhension de la nature des processus révolutionnaires accomplis ou en cours n'est pas fortuite : c'est pour ne pas les avoir perçus par la médiation d'une organisation internationale, si faible et si peu implantée soit-elle, que les camarades de *Lutte Ouvrière* ont été conduits à les méconnaître. Si Trotsky, lorsqu'il comprit que la lutte à l'intérieur du parti communiste russe n'était plus possible, préconisa la création d'une organisation d'*emblée internationale*, ce n'est pas par ambition démesurée : c'est en fonction de la théorie de la révolution permanente qui veut que tous les secteurs de la révolution soient étroitement interdépendants. La révolution étant une réalité internationale, sur la base du développement international du mode de production capitaliste, elle nécessite une direction internationale effective. Dès lors il ne s'agit pas de reconnaître cela abstraitement, et de s'employer pour le moment à construire un parti à l'échelle nationale : c'est là une attitude foncièrement anti-trotskyiste, et d'où ne peut découler

qu'une vision déformée des choses. Pour être capable de mettre en œuvre les principes élémentaires du léninisme en matière d'organisation, tant sur le plan national qu'international, il faut avoir une vision claire de la tendance révolutionnaire et du profil de la révolution mondiale, ce qui, nous avons essayé de le montrer, n'est pas le fait des analyses de *Lutte Ouvrière*. Mais inversement, c'est l'optique nationale des camarades de *Lutte Ouvrière*, leur internationalisme de principe, mais refusant de se concrétiser dans une organisation internationale, qui les a empêchés de prendre conscience de la signification réelle des processus qui se déroulent à l'heure actuelle dans le monde. La IV^e Internationale, quelles qu'aient pu être ses faiblesses, ses carences, n'en a pas moins réussi à préserver ce point de vue de la totalité, de la révolution mondiale, qui échappe constamment aux analyses des camarades de *Lutte Ouvrière*. La théorie, si elle n'est pas fondée sur un support organisationnel, si elle n'engendre pas une pratique militante, se sclérose et glisse insensiblement vers le révisionnisme. C'est parce qu'ils font une analyse erronée de la révolution vietnamienne que les camarades de *Lutte Ouvrière* ne lui apportent aucun soutien effectif, mais c'est parce qu'ils ont une vision *nationalement déformée* des choses qu'ils nient sa nature socialiste.

L'analyse de l'impasse du mouvement étudiant après Mai se termine sur le même leit-motiv que les autres : « le parti révolutionnaire est... à construire. C'est la tâche primordiale, celle qui conditionne toutes les autres ». Nous sommes entièrement d'accord. Mais cet accord de principe cache, ou a caché, des divergences fondamentales sur sa mise en pratique qui sont suffisamment importantes pour qu'on les rappelle et que l'on en tire des conclusions.

Après une ligne extrêmement sectaire de repli sur soi, les camarades de *Lutte Ouvrière*, réveillés brutalement en Mai, précôniserent l'unification sans préalable ni principe de tous les groupes révolutionnaires, des lambertistes aux staliniens du P.C.M.L.F. en passant par les anarchistes et les bordighistes. De plus, fermés à l'optique internationale, ils s'efforcèrent de construire le parti révolutionnaire dans les premiers mois de 1969 comme d'autres se cassèrent jadis le nez à construire le socialisme : dans le cadre des frontières nationales. Ce sont là deux ruptures de fait avec la théorie léniniste de l'organisation. Enfin, le « tous ensemble » de *Lutte Ouvrière* ignorait un point fondamental : l'existence des traces objectives et subjectives du stalinisme dans l'avant-garde. Il oubliait un peu vite que c'est dans le giron du stalinisme qu'ont été formés ou déformés des milliers de militants de toute obéissance que *Lutte Ouvrière* invitait généreusement à entrer dans son parti révolutionnaire. Si le stalinisme n'étend plus totalement sa chape de plomb sur les espérances prolétariennes, il n'est pas entièrement « mort », comme les camarades le disent eux-mêmes, ce qui signifie que ce qui importe essentiellement, pour une durée encore longue, ce sont, pour les militants les plus conscients de l'avant-garde, les tâches de clarification politique et de rééducation du courant révolutionnaire. Sur ce terrain comme sur les autres, il s'agit d'être

léniniste : les trotskystes ne pouvaient après Mai 1968 contribuer à politiser en profondeur, à éduquer, à former l'avant-garde qu'en y instaurant un rapport de force favorable, en développant des actions et des campagnes éducatives, en s'y renforçant sur le plan organisationnel, et non en prêchant l'unité, la modération, la conciliation. Il faut se rappeler avec quelle intransigeance Lénine, après 1905, a mené les polémiques aux fins de clarification politique contre tous les courants qui, au gré de l'actualité et des événements, étaient amenés à rompre avec les principes élémentaires de l'action révolutionnaire et de la construction du parti : les ultra-gauches otzovistes, les opportunistes liquidateurs, les conciliateurs à la suite de Trotsky. A ce propos, il est tout à fait amusant de voir comment *Lutte Ouvrière* calque exactement les positions de Trotsky de 1908 à 1912, lorsqu'il était à la tête de la Pravda de Vienne : occupant une position dite « hors fraction », Trotsky « estimait l'unité possible si les fractions s'adonnaient ensemble aux tâches quotidiennes qui se présentaient au Parti et si elles oubliaient leurs désaccords quant à d'hypothétiques événements à venir » (William Bassow, in *La Pravda de L. Trotsky*). Ou encore, sous la plume de Trotsky lui-même (*Pravda*, n° 4) : « l'unité d'action est-elle compatible avec les divergences d'opinion ? Oui, car les divergences concernent davantage des événements et des problèmes éloignés dans l'avenir que les affaires courantes ». C'est-à-dire que « plus on s'écarte des tâches pratiques de la classe ouvrière, de l'activité dynamique de la lutte prolétarienne, et plus aigus, plus irréconciliables s'avèrent les désaccords. Plus on reste mêlé à l'action dynamique de la lutte économique et politique, plus nombreux sont les points de contact, plus grande est l'unanimité... C'est pourquoi le parti devrait se consacrer à la lutte au jour le jour et s'attaquer aux problèmes sur lesquels les masses ouvrières peuvent faire l'unité ».

N'est-ce pas du *Lutte Ouvrière* tout craché ? Mais chacun sait qu'à occuper ainsi la position de la « marieuse », la position « au-dessus des fractions », on n'aboutit qu'à devenir la cible de toutes les fractions, à constituer une « fraction anti-fraction », et on ne résiste guère à la tentation de faire passer par ailleurs une ligne politique « fractionnelle » en contrebande. Mais fondamentalement, Lénine, comme Trotsky plus tard, a sévèrement jugé cette position qui ignorait des clivages qui ne semblaient alors insignifiants qu'à ceux qui ne savaient pas discerner des points de faille sous des nuances : les oppositions entre bolcheviks et mencheviks surtout, mais aussi entre les léninistes et ceux qui prônaient soit le refus de la légalité érigé en principe (otzovistes), soit au contraire fétichisaient cette légalité dans le travail de parti (liquidateurs). Ainsi ce jugement de Trotsky sur ces positions, porté dans *Ma Vie* : « dans les appréciations que donnait *Pravda* sur les destinées ultérieures du menchévisme et sur les tâches d'organisation du parti, elle était loin d'avoir la clairvoyance de Lénine. J'espérais encore que la révolution prochaine forcerait les mencheviks à s'engager, comme en 1905, dans la voie révolutionnaire. Je n'accordais pas assez d'importance à la sélection idéologique préparatoire, à la trempe politique qu'il faut d'abord acquérir... c'était une position fausse ».

Le rapprochement entre les positions conciliatrices de Trotsky alors et celles de *Lutte Ouvrière* en 1969 n'est pas de pure forme. L'erreur de *Lutte Ouvrière* reposait alors comme celle de

Trotsky sur une vision fautive de *l'état de l'avant-garde*, et par conséquent sur une analyse fautive de la situation politique ; enfin, elle était fondée sur une *conception moralisante de la politique* (on peut travailler ensemble, c'est une question de bonne volonté et de respect des opinions des autres, et autres balivernes).

Essentiellement en ce qui concerne l'état de l'avant-garde, il nous semble, toutes considérations polémiques restantes, que les camarades de *Lutte Ouvrière* font preuve de quelque aplomb lorsqu'ils affirment, à *l'heure actuelle*, que tout a concouru depuis 1969 à valider leur stratégie de construction du parti, que nous nous y sommes ralliés, etc. Rappelons simplement qu'alors les camarades de *Lutte Ouvrière*, croyant à la vertu de l'exemple et de l'œcuménisme en politique, affirmaient que si nous, trotskytes responsables, étions capables de montrer la voie en travaillant ensemble, les autres groupes seraient bien contraints de faire de même et de venir s'agglutiner à nous au sein du meilleur parti léniniste de la terre. Or toute l'évolution ultérieure des groupes « gauchistes » devait montrer à l'évidence que la croyance en ce mimétisme bienfaisant relevait de la pure utopie. Ce à quoi on a assisté, c'est à un cloisonnement plus grand encore des groupes gauchistes, à l'apparition de clivages plus profonds encore, et parfois irrémédiables. Et cela, il faut être bien idéaliste, ou militant de *Lutte Ouvrière*, pour le déplorer comme une calamité inattendue. Selon nous, ce fractionnement et cette clarification, cette apparition de courants fortement divergents entrent dans l'ordre des choses pour peu qu'on l'analyse par rapport aux méfaits et à la désagrégation du stalinisme, et par rapport à l'échec de la crise révolutionnaire : *ce n'est pas au hasard que se sont dessinés les clivages entre les groupes et tendances après l'échec de Mai*. Ce que *Lutte Ouvrière* semble omettre dans ses rengaines unitaires, ou quand elle joue les Cassandre à rebours et proclame à tout va « si on nous avait écoutés », c'est que les clivages expriment en dernière analyse non seulement de simples divergences idéologiques, mais des *différenciations de nature sociale et politique, c'est-à-dire irrémédiables*. Par exemple, pourquoi *Lutte Ouvrière* ne s'est-elle jamais interrogée sur le regroupement plus ou moins formalisé de toute une série de militants d'origine politique les plus variés, des maos les plus staliniens d'avant Mai aux anarchistes les plus indémodables dans un vaste courant spontex, phénomène qui n'a pas de précédent en France ? *Lutte Ouvrière* ne s'est-elle jamais demandé quelle pouvait être la *matrice sociale* de ces regroupements inattendus de staliniens mal sevrés et de libertaires, de paléotrotskytes et d'anciens réformistes bon teint ? Si les camarades de *Lutte Ouvrière* avaient compris que l'horizon *social*, mais avant tout *politique* de ce courant ne pouvait s'élever au-dessus de la théorisation de la fièvre, la rage et l'impuissance de la petite bourgeoisie étudiante, se prenant pour sujet de l'histoire et de la révolution, et lançant des appels incantatoires et dérisoires à une classe ouvrière qu'elle n'a pas les moyens d'armer, ils auraient saisi qu'il ne suffit pas de créer une vaste structure appelée parti révolutionnaire ouvert à tous, pour transformer des feux follets de la révolution, dont l'intelligence est déterminée et étroitement limitée par la *position de classe*, en léninistes pur sang. Ils auraient compris que dans l'intérêt de la révolution, du point de vue du renforcement

de l'avant-garde et de l'éducation nécessaire du prolétariat, le spontanéisme devait être implacablement affronté et combattu sur les terrains idéologique et politique.

Mais ce n'est là qu'un exemple. La même démonstration pourrait être menée en ce qui concerne les courants droitiers, essentiellement incarnés par le courant lambertiste, aux forts penchants légalistes et réformistes, qui se sont dégagés de l'après Mai. Mais l'important est, répétons-le, que ces clivages ne se sont pas opérés au hasard, ni n'ont pour cause la mauvaise volonté des uns ou des autres (encore le psychologisme apolitique de *Lutte Ouvrière*), mais en définitive ont une assise sociale : ce qui importait donc dans l'après Mai, ce n'était pas de réaliser un élégant melting pot de tous « ceux-qui-se-réclamaient-des-idées-de-Mai » (Ouf !), mais de promouvoir une stratégie politique qui soit à long terme décisivement orientée vers la réalisation des intérêts historiques du prolétariat lui-même, c'est-à-dire *léniniste*. Et cette tâche passait et passe encore par un affrontement impitoyable de toutes les tendances ultra-gauches ou réformistes, de toutes les déviations spontanéistes, de tous les révisionnismes sectaires, de toutes les manifestations rémanentes du stalinisme déliquescents dans l'avant-garde.

En fin de compte, en entretenant la mythologie du « tous ensemble », *Lutte Ouvrière* partageait à sa façon l'erreur des ultragauchistes dont le propre est d'éterniser les conditions particulières de la crise révolutionnaire. En effet, ce n'est que pendant cette période aux caractéristiques si précises que se réalise ce fameux « tous ensemble », et ce dans des structures de masse également propres à cette situation (conseils, soviets, Räte...). Mais alors c'est que la politique prend à la gorge les masses elles-mêmes, et est pour ainsi dire l'affaire de tous, la conscience politique du prolétariat et des autres couches opprimées progresse à une vitesse surprenante... Vouloir perpétuer par delà le dénouement négatif de la crise révolutionnaire les conditions qui lui sont propres en se berçant de l'illusion que peut demeurer dans cette période infiniment plus difficile et aux tâches radicalement différentes la conscience de classe intacte de « tous ceux qui se réclament, etc. » et surtout que peut durer l'unanimité qui se réalise face aux tâches immédiates de la révolution, et surtout peut-être le climat de fraternité et de discussion libre propre à la crise révolutionnaire, c'est réfléchir et agir à la manière des pires spontanéistes qui prennent leurs désirs pour des réalités et le fantôme de Mai pour le début d'Octobre, c'est tourner le dos au léninisme. On peut bien entendu comprendre ce cours nouveau, à 180° de l'ancien, comme la maladie infantile d'une secte que le cours des événements contraint à se désectariser quelque peu, mais ce n'est pas une excuse ou une justification ni pour la suffisance, ni pour l'entêtement dans l'erreur.

Le conciliationnisme de *Lutte Ouvrière* après Mai 1968 n'est donc que son sectarisme ancien vu en miroir : en effet, l'un et l'autre trouvent leur matrice commune dans *l'ouvriérisme* de *Lutte Ouvrière*. Ce travers se manifeste comme l'incompréhension profonde de ce qu'est la politique elle-même, c'est-à-dire en définitive l'analyse concrète de la situation concrète, la tactique, les variations de cours imposées par une situation nouvelle, etc. et le fait d'ordonner la pensée et l'action politique à un *principe*

moral et abstrait, celui de la nécessité de se lier à la classe ouvrière, coûte que coûte, par temps de neige comme de canicule, et ce de façon absolument invariable (la feuille de boîte avec son nombre d'échos réglementaire), quelle que soit la période. Après Mai 1968, sans que soit absolument aboli le sectarisme de souche de *Lutte Ouvrière*, se surajoute à ce principe abstrait celui de la nécessité de réaliser à tout prix l'unité des révolutionnaires : c'est ainsi en effet que l'on multipliera les forces des gauchistes aux portes des usines, que l'on pourra rivaliser avec le P.C., etc. On voit donc comment se perpétue tout naturellement au travers de ce nouvel impératif catégorique le fantasme ouvrieriste, et ce au détriment des principes élémentaires — vivants eux et politiques — du léninisme. Au demeurant, cette politique de principes moraux présente quelques avantages : elle permet de jouer à bon compte les voyants et de ne se tromper jamais ; on explique comment les choses devraient se passer, et ensuite comment elles auraient dû se passer (« si on nous avait écoutés ») sans s'inquiéter le moins du monde de savoir si sur le terrain proprement *politique* ces vœux pieux avaient quelques chances de réalisation. Certes, cela peut flatter l'orgueil morose de quelques « vieux bolcheviks », malheureusement cela ne fait pas avancer d'un pouce les intérêts de la révolution.

Fondamentalement, il faut comprendre que, sur la base de l'ouvriérisme moralisant et apolitique qui demeure la matrice idéologique de *Lutte Ouvrière*, se manifeste une contradiction vivante entre le sectarisme persistant et à certains moments se renforçant (à notre contact notamment) sur des questions de doctrine, héritage d'un passé de groupe fossilisé, et l'unitarisme forcené imposé par une situation qui les dépasse dans ses tenants et aboutissants. Déboussolés, il leur a bien fallu improviser une stratégie qui soit à la hauteur de leurs prétentions de sel de la terre de l'avant-garde et compatible avec leur marotte ouvrieriste. Mais ceux qui à l'épreuve des faits se voient contraints de se débarrasser à la hâte de leurs défroques théoriques les plus chères, ceux-là n'ont pas grand-chose à espérer de la montée de la révolution : elle ne peut que leur donner tort. Ainsi, l'attitude de *Lutte Ouvrière* sur ce point précis et décisif de la construction du parti révolutionnaire joue le rôle de révélateur de la nature même de ce groupe, qui, malgré la référence abstraite au trotskysme, se caractérise, quant à sa myopie théorique absolue, davantage comme produit et victime de la déséducation stalinienne que comme avant-garde marxiste révolutionnaire capable d'affronter avec succès les problèmes fondamentaux de la pratique révolutionnaire.

Nous ne répéterons jamais assez que la prise de position des différents groupes après Mai 1968 sur le problème de la construction de l'organisation révolutionnaire fut l'un des points absolument décisifs qui permit de faire le départ entre ceux qui à tout jamais ne seraient que des libellules de la révolution et ceux qui se préparaient effectivement à armer la classe ouvrière dans la perspective du combat prolongé contre l'Etat bourgeois, et de la préparation de la prochaine révolution. Et nous ne répéterons jamais assez que *Lutte Ouvrière*, rompant aveuglément avec les principes élémentaires de « Que Faire ? » dans ses propositions de construction du parti « ouvert à tous » (sélection des militants,

nécessité de construire une organisation homogène, qui soit « une cohorte de fer », levier de la révolution, dit Lénine, et non une assemblée bigarrée de discuteurs professionnels) n'a pas passé ce test avec succès. Groupe populiste à sa manière, et économiste, subissant avant tout la fascination des masses dans l'usine, *Lutte Ouvrière* a omis que l'organisation révolutionnaire de type bolchevik ne se construit pas d'emblée de plain-pied dans les masses, mais exige avant tout de se solidifier comme avant-garde un pas en avant des masses, et donc dans un état de *séparation relative des masses* (cf. Lukacs, *Lénine*). Mais cela, le populisme de *Lutte Ouvrière* ne peut le comprendre. Il n'est pas surprenant dès lors de voir ces camarades accumuler les paradoxes et les contradictions. Paradoxe en effet que la position si éclectique de ces camarades sur les problèmes de sélection des militants dans le parti révolutionnaire à construire en France, et leur absence manifeste d'inquiétude en ce qui concerne les tendances *sociales et politiques* petites-bourgeoises qui ne manqueraient de s'y manifester, alors qu'ils se montrent pointilleux jusqu'à l'aberration quant à l'origine sociale et politique des directions révolutionnaires... dans le tiers monde, jusqu'à leur refuser dédaigneusement le titre de combattants du socialisme ! Mais il est vrai qu'il s'agit de gens qui combattent « à l'autre bout du monde », à Cuba, au Vietnam, en Chine par exemple, et qu'avec la distance l'intransigeance et le purisme révolutionnaire peuvent se renforcer... sur le compte des autres. Et pourtant, proclamant les camarades de *Lutte Ouvrière* dans le n° 29 de leur journal, le parti bolchevik est le modèle « incontesté » du parti révolutionnaire. Alors il doit y avoir dans le bolchevisme quelques nuances qui nous échappent : par exemple, nous ne comprenons guère à quel titre la cohorte des spontanéistes, etc., que *Lutte Ouvrière* se proposait d'accueillir dans son fourre-tout de parti était plus « sélectionnée », plus « sérieuse et travailleuse » (puisque c'est cela en gros que *Lutte Ouvrière* entend par bolchevik), plus bolchevique que des cadres des partis communistes cubain ou vietnamien d'origine prolétarienne urbaine ou paysanne et trempés dans le combat contre l'impérialisme ? Il y a là un mystère pour nous absolument insondable.

Lutte Ouvrière, en développant dans ses colonnes la mythologie du « tous ensemble », ne fait — et c'est là le travers populiste typique — que théoriser l'aspiration spontanée d'un milieu politiquement vierge et qui s'est éveillé à l'action révolutionnaire en Mai dans les comités d'action et autres structures larges : et cela n'a rien de surprenant, *Lutte Ouvrière* brutalement réveillée découvrait la politique en même temps que ces milliers de nouveaux révolutionnaires. Malheureusement, ce désir spontané de regrouper tous les militants de bonne volonté n'était que le reflet de l'immaturité politique de cette nouvelle génération révolutionnaire et ne concordait en aucun point avec les intérêts mêmes de la révolution. Mais cela, seuls des léninistes pouvaient l'entrevoir. Ainsi, les « possibilités offertes par une crise révolutionnaire », comme dit *Lutte Ouvrière*, ce ne sont pas celles de rassembler toutes les bonnes volontés, dans une stratégie vague et anarchique, mais la nécessité de préparer à affronter une nouvelle crise révolutionnaire une avant-garde consciente et organisée, capable cette fois de l'orienter vers une issue victorieuse.

(Décembre 1970)